

CONSULTATION NATIONALE 2018 DES 6/18 ANS

Quel genre de vie?

Filles et garçons: inégalités, harcèlements, relations



REMERCIEMENTS

Contributeurs

Serge Paugam, sociologue, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études à l'EHESS. Il est directeur de l'Équipe de Recherche sur les Inégalités Sociales (ERIS) du Centre Maurice Halbwachs.

Edith Maruéjols, géographe, maîtresse de conférence, experte des questions d'égalité dans l'espace urbain et de la sociologie du genre.

Catherine Dolto, médecin, pédiatre, est haptopsychothérapeute et écrivain. Dans sa pratique, elle accompagne les parents lors de la grossesse et les bébés pendant la première année de leur vie.

Lisa Mandel, autrice de bandes dessinées. Lisa mandel a participé aux focus groupes dans de nombreux établissements et traduit de manière vivante et juste les questionnements des enfants et des jeunes.

Collaborations

Christelle Buzon, Emmanuel Pêché et l'ensemble des jeunes engagés au Conseil départemental Junior de la Moselle • Lilas Chabot, cheffe de projets éducatifs de la Ville de Saint-Etienne • Amina Dekhili, référente CME de la Ville de Grigny et les dessinateurs Gilles Dao et Tito • Sandrine Dupin, coordinatrice du service loisirs éducatifs de la Ville Saint-Brieuc • Roman Foy, enseignant au lycée professionnel Léo Lagrange de Bondy • Vanessa Juhel, Jérôme Cambier, Méryl Debierre et Raphaële Navarro, de la Ville d'Alès • Louiza Malki, photographe des ateliers de la consultation à Grigny • Joëlle Pehaut, principale du collège Alain Fournier (75011 Paris) et les élèves de 5^e 6 ainsi que leur professeure de français madame Fleury Bluteau • Olivier Vivet, coordinateur pédagogique (IFAC) de la Ville d'Aulnay-sous-Bois ainsi que l'équipe d'animation et les élèves de l'école élémentaire Paul Bert • Frédéric Malet, coordinateur VAE et CME de la Ville de Conflans-Saint-Honorine

Consultation menée avec le soutien du réseau des Villes et Départements amis des enfants, partenaires d'UNICEF France, et celui des comités territoriaux et délégations d'UNICEF France.

Liste des Villes participantes : Agen, Alès, Amiens, Andrésy, Angers, Angoulême, Arbouans, Arcueil, Argenteuil, Arras, Aubagne, Aubergenville, Bagnols-sur-Cèze, Bavans, Bègles, Besançon, Blamont, Bondy, Boulazac Isle Manoire, Boulogne-Billancourt, Brest, Cahors, Caluire-et-Cuire, Céret, Chalezeule, Chamalières, Champigneulle, Champs-sur-Marne, Charleville-Mézières, Chartres, Châteaubriant, Cherbourg-en-Cotentin, Colombier-Fontaine, Colomiers, Combs-la-Ville, Conflans Sainte-Honorine, Cozes, Creutzwald, Darnetal, Dijon, Enghien-les-Bains, Essey-lès-Nancy, Fameck, Farébersviller, Folschviller, Frasnay, Genas, Gouvieux, Grand Cahors, Grand Dole, Grande-Synthe, Grigny, Hérouville-Saint-Clair, Hettange-Grande, Issy-les-Moulineaux, La Chapelle-Saint-Luc, La Ciotat, La Garde, La Teste-de-Buch, Lambersart, Landivisiau, Lanester, Lagrange-Montéglin, Le Castéra, Le Plessis-Robinson, Les Lilas, L'Hay-les-Roses, Linselles, L'Isle-sur-le-Doubs, Lorient, Malakoff, Mandelieu, Marcq-en-Barœul, Marly-le-Roi, Marmande, Marseille, Melun, Metz, Moissac, Montélimar, Montigny-le Bretonneux, Montluçon, Montpellier, Mouvaux, Moyeuville-Grande, Mulhouse, Mur-de-Barrez, Neuilly-Plaisance, Nice, Nogent-sur-Marne, Ollainville, Ollioules, Ornans, Paris, Pitres, Ploemeur, Plouguerneau, Poissy, Port-Jérôme-sur-Seine, Raismes, Reims, Riom, Rodez, Rombas, Romilly-sur-Seine, Saint-André-de-Najac, Saint-André-les-Vergers, Saint-Avold, Saint-Brieuc, Saint-Etienne, Saint-Germain-en-Laye, Saint-Jean-de-Monts, Saint-Laurent-du-Maroni, Saint-Laurent-du-Var, Saint-Saturnin-lès-Apt, Sanary-sur-Mer, Sarreguemines, Saujon, Savigny-le-Temple, Sceaux, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint-Sébastien-sur-Loire, Suresnes, Templemars, Terville, Toulouse, Troyes, Valence, Vannes, Veynes, Villeneuve-Loubet, Voujeaucourt, Wattignies

UNICEF France remercie l'ensemble des enfants, adolescent-e-s, élu-e-s, agents administratifs, enseignant-e-s, animateur-ice-s et bénévoles qui ont donné de leur temps pour que soit réalisée cette grande enquête de terrain.

UNICEF France, Comité français pour l'UNICEF
Association loi 1901 reconnue d'utilité publique
3, rue Duguay Trouin 75006 Paris
www.unicef.fr et www.myunicef.fr

Novembre 2018

Directeur de la publication : Jean-Marie Dru

Rédactrice en chef : Juliette Chevalier

Coordination : Julie Zerlauth-Disic

Rédaction : Serge Paugam, Edith Maruéjols, Catherine Dolto
avec la collaboration de Gabriel de Berranger

Illustrations : Lisa Mandel

Conception graphique : CitizenPress / DesPetitsPois
/ Pauline Chaffard

Coordination maquette : Emilie Monod

Traitement des données : SMSI

Impression : Est Imprim

Dépôt légal : Novembre 2018

SOMMAIRE

p. 04

Introduction

p. 07

1. Les grands domaines de la Consultation

- 1.1 J'ai des droits
- 1.2 Ma vie de tous les jours
- 1.3 Mon éducation, mes loisirs
- 1.4 Ma santé

p. 18

2. Les grands types de privation

- 2.1 La mesure des privations
- 2.2 Les facteurs sociaux de la privation
- 2.3 Un effet différent selon le sexe ?
 - Privation matérielle
 - Privation préjudiciable à l'accès aux savoirs
 - Privation préjudiciable à la santé
 - Privation de sociabilité amicale
 - Privation d'activités
 - Un effet de genre dès l'enfance

p. 28

3. Moqueries, discrimination et harcèlement

- 3.1 Attaques et moqueries à l'école : un enfant sur deux dès 7 ans
- 3.2 L'expérience de la discrimination
 - Discrimination ethnique et religieuse : des différences sociales mais non genrées
 - Discrimination vestimentaire : la dure expérience des filles
- 3.3 Harcèlement en ligne, harcèlement de rue
 - Moqueries et harcèlement sur internet
 - Harcèlement de rue

p. 39

4. Le rapport à l'école : les filles mieux intégrées

- 4.1 L'angoisse de ne pas réussir à l'école
- 4.2 La possibilité d'être aidé diminue avec l'âge
- 4.3 Le sentiment de sécurité à l'école : fragile en Île-de-France

p. 45

5. Les relations entre filles et garçons : le grand malentendu

- 5.1 Une prise de conscience des inégalités à l'adolescence
- 5.2 La cohabitation dans l'espace : un problème pour les filles
- 5.3 La qualité des relations : un problème pour les garçons
- 5.4 Vigilance sur l'homophobie

p. 54

Zoom

- **Grandir en Guyane :** le grand écart
- **Grandir en Île-de-France :** fragilités de la région capitale

p. 56

Synthèse et Recommandations

p. 60

Postface Catherine Dolto

p. 61

Annexes

- Qui a participé à la Consultation nationale des 6/18 ans ?
- Schéma représentatif de l'occupation d'une cour d'école élémentaire par les filles et les garçons
- Les résultats chiffrés de la Consultation nationale
- Les facteurs explicatifs · Modèles multivariés · Régressions logistiques

Introduction



Q u'est-ce que les enfants et les adolescent-e-s ont à nous dire de leur vie de tous les jours, chez eux avec leur famille, dans leur ville ou leur quartier avec leurs ami-e-s, à l'école, dans les clubs où il-elle-s exercent des activités et, de façon plus générale, dans les différentes sphères publiques où il-elle-s peuvent s'exprimer ? Pour le savoir, UNICEF France a, comme en 2013, 2014 et 2016, lancé une grande Consultation nationale des 6/18 ans. Cette initiative vise à combler un vide en matière de connaissances. Les informations disponibles au niveau national sur l'opinion des enfants et des adolescent-e-s sur ce qui concerne leur vie quotidienne sont très rares. La connaissance des enfants est aussi le plus souvent acquise par l'avis des adultes qui en ont la charge. Partir de ce que pensent directement les enfants constitue donc une réelle avancée. Mais, au-delà de la connaissance plus fine des expériences vécues des jeunes générations, une consultation de cette envergure a aussi pour objectif de renforcer la participation citoyenne. Cette consultation part en effet du principe, édicté par la Convention internationale des droits de l'enfant, que les enfants et les adolescent-e-s ont un droit à être écouté-e-s et entendu-e-s et qu'il est du devoir des adultes et des institutions de mettre ce droit en pratique.

Un focus sur les inégalités et les relations entre filles et garçons

Cette Consultation nationale reprend de nombreuses questions déjà abordées lors des trois précédentes. UNICEF France a toutefois souhaité explorer plus particulièrement cette année le thème des inégalités et des relations entre filles et garçons. En effet, les conditions de la socialisation et de l'apprentissage des savoirs ne sont pas forcément identiques pour les deux sexes et une partie des inégalités entre les femmes et les hommes adultes peuvent s'expliquer par l'écart initial déjà visible dans l'enfance. Si l'on tente de prévenir ces inégalités, il faut donc se donner les moyens de les évaluer de façon précise. Ensuite, au-delà des inégalités, le rapport entre les garçons et les filles est souvent marqué par des expériences de discrimination, de moqueries et de harcèlement dont on ne peut sous-estimer l'importance y compris dès l'enfance. Il importe enfin d'apprécier comment les garçons et les filles analysent eux-mêmes les relations qu'il-elle-s entretiennent entre eux. Leur semble-t-il possible de concevoir

l'amitié avec un garçon et une fille ou préfèrent-til-elle-s entretenir une relation plus distante en reproduisant en cela le schéma de séparation entre les sexes, y compris dans les lieux publics prévus pour garantir la mixité ?

Une participation exceptionnelle : plus de 26000 participant-e-s et 165 questions

Cette Consultation nationale correspond à un véritable défi méthodologique. Interroger des enfants implique un dispositif tout à fait spécifique. Il ne s'agit pas d'une enquête classique réalisée auprès d'un échantillon tiré de façon aléatoire dans une base de sondage représentative. On imagine la difficulté qu'aurait entraîné le tirage d'un tel échantillon et la difficulté non moindre de joindre ces enfants au domicile et avec le consentement de leurs parents. La démarche d'UNICEF France n'était pas de s'assurer de la représentativité parfaite des jeunes concernés, mais de rechercher la plus grande significativité statistique possible en diversifiant au maximum les lieux de la consultation et en contrôlant de façon précise les conditions de sa réalisation.

Aussi, la Consultation nationale des 6/18 ans a été déployée sur le territoire français dans plus de 132 villes et intercommunalités (voir en remerciements page 2), notamment dans des écoles, des collèges, des lycées, des centres sociaux, des conseils locaux de jeunes et des centres de loisirs. De même, les conseils départementaux de la Moselle et du Doubs ainsi que 21 comités et délégations d'UNICEF France ont participé à la répartition des questionnaires dans les différents établissements. Ces lieux sont répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain (auquel s'ajoute la Guyane) et représentent une très grande diversité en termes de taille, de caractéristiques sociodémographiques, de tissu économique et d'orientation politique. La sélection préalable de ces territoires s'est faite pour respecter cette diversité, notamment présente au sein du réseau des Collectivités amies des enfants, partenaires de l'UNICEF. A noter également la participation de nombreuses localités situées en Île-de-France ce qui permet de comparer certains résultats de cette région à ceux du reste de la France métropolitaine, différenciée en quatre grandes régions (Nord-Ouest, Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest) correspondant au découpage des indicateurs téléphoniques.

Comme dans la précédente Consultation nationale, le quartier du lieu d'habitation est identifié en distinguant les centres villes, les quartiers périphériques non populaires, les quartiers populaires et les quartiers prioritaires relevant de la politique de la Ville. Sachant que la population totale vivant dans ces quartiers prioritaires est estimé à 8 % en France métropolitaine, il n'était pas d'emblée garanti d'obtenir, sur la base d'une participation volontaire, un nombre suffisant de réponses dans ces quartiers dits « sensibles ». Or, pour permettre la comparaison entre les différents types de quartiers, il fallait atteindre un taux significatif dans ce type de quartiers. Comme en 2016, un effort de sensibilisation a été fait en direction des enseignant-e-s, des éducateur-ice-s et des animateur-ice-s dans les écoles, les centres sociaux ou de loisirs de ces quartiers. Grâce à ces personnes relais, les enfants et adolescent-e-s ont été encouragés à participer à cette expérience. **Avec succès puisque sur les 15998 réponses pour lesquelles le type de quartier a pu être clairement identifié, 1640 correspondent à des quartiers prioritaires, soit 10,3% environ.**

La base finale comporte donc une proportion d'enfants et d'adolescent-e-s issu-e-s de ces quartiers assez proche de leur représentativité nationale.

Conformément à la précédente Consultation nationale, une plateforme internet a été également mise en place, permettant de regrouper plus de 5 000 répondant-e-s. **Au total, en ateliers ou en ligne, ce sont 26 458 enfants et adolescent-e-s qui ont participé à cette 4^e consultation, ce qui constitue un effectif significatif d'autant qu'il a été atteint à partir d'une très grande diversité de zones géographiques.**

Assurer l'accompagnement par des adultes sans influencer les enfants

Il fallait aussi s'assurer que les enfants comprenaient correctement les questions posées, ce qui a nécessité la constitution d'un questionnaire construit sous la forme d'un livret avec des questions simples. Mais surtout, il fallait envisager l'accompagnement d'adultes, d'enseignant-e-s et d'animateur-ric-e-s auprès des enfants, notamment auprès des plus jeunes dès l'âge de 6 ans. Ainsi, la consultation a eu lieu principalement dans les écoles, dans les centres de loisirs et les personnels chargés de l'accompagnement ont pu, le cas échéant, expliquer le sens des questions sans pour autant influencer les réponses. La consultation a aussi permis d'offrir des temps de dialogue aux enfants et aux jeunes. Des ateliers menés en parallèle ont parfois été l'occasion de lancer des débats en fonction des questions posées, ce qui a pu constituer un outil pédagogique ludique au service de la connaissance des droits de l'enfant pour les animateur-ric-e-s et professeur-e-s.

Analyser la mesure des écarts entre les garçons et les filles

Analyser tout particulièrement les inégalités et les relations entre filles et garçons nécessite une certaine prudence méthodologique. Il n'est pas toujours certain qu'un écart apparemment significatif entre les filles et les garçons ne soit pas l'effet d'autres variables cachées non prises en compte. Pour faire ressortir les différences vraiment significatives, il faut envisager de contrôler plusieurs variables par des modèles de régressions logistiques appropriés. De simples tableaux croisés peuvent d'autant plus facilement induire en erreur que les filles et les garçons ne se répartissent pas de façon égale parmi l'ensemble des répondant-e-s de la Consultation nationale ([tableau n°1](#)).

tableau 1 La composition sociodémographique dans l'échantillon de la Consultation nationale

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

en %

	GARÇONS	FILLES	TOTAL	CHI2
ÂGE				0.000
De 6 à 11	46,5	53,5	100	
De 12 à 14	47,8	52,2	100	
15 ans et plus	43,0	57,0	100	
Ensemble	46,4	53,6		

SITUATION FAMILIALE				0.029
Je vis avec mes deux parents	46,8	53,2	100	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	46,0	54,0	100	
Je vis dans une famille recomposée	42,2	57,8	100	
Je vis avec d'autres membres de ma famille	44,9	55,1	100	
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	48,9	51,1	100	
Ensemble	46,4	53,6	100	

TYPE DE QUARTIER				0.000
Centre-ville	44,9	55,1	100	
Quartier périphérique	48,6	51,4	100	
Quartier populaire	47,0	53,0	100	
Quartier prioritaire	49,5	50,5	100	
Ensemble	47,3	52,7	100	

Si, dans l'ensemble, les filles ont davantage répondu à la Consultation nationale que les garçons (53,6 % contre 46,4 %), ces derniers se sont plus mobilisés dans les quartiers prioritaires de politique de la Ville que dans les autres types de quartier (49,5 % contre 44,9 % dans les quartiers de centre-ville). En revanche, les filles sont proportionnellement plus nombreuses dans les centres villes (55,1 % contre 50,5 % dans les quartiers prioritaires). On retrouve également une variation du même ordre en ce qui concerne l'âge. Dans l'ensemble de l'échantillon, les filles sont plus représentées que les garçons parmi le groupe des adolescent-e-s (57 %). Enfin, les filles sont proportionnellement plus nombreuses à vivre dans une famille recomposée (57,8 %).

Une autre particularité de l'échantillon est la répartition des quartiers selon l'âge (**tableau n°2**). Comme on peut le constater, les tranches d'âge ne se répartissent pas de façon équilibrée selon les types de quartier. Le problème se pose dans les quartiers prioritaires où ce sont les 6/11 ans qui ont répondu massivement (78,8 %). Dans ce type de quartier, les ados ne représentent que 5,3 % contre 16,1 % dans l'ensemble de l'échantillon. Cette différence s'explique au moins partiellement par l'effort particulier qui a été réalisé cette année, comme en 2016, pour faire participer les enfants des quartiers les plus défavorisés et par l'utilisation pour atteindre cet objectif, du cadre institutionnel des écoles primaires et des centres de loisirs présents dans ce type de quartier. Pour cette raison, dans les questions posées aux ados, ont été regroupés les quartiers populaires et les quartiers prioritaires.

tableau 2 Le type de quartier selon l'âge des répondant-e-s

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018
Chi2 : 0,000

TYPE DE QUARTIER	TRANCHES D'ÂGE			
	6 à 11 ans	12 à 14 ans	15 à 18 ans	Total
Centre-ville	52,9	28,7	18,4	100
Quartier périphérique	51,3	31,4	17,3	100
Quartier populaire	56,3	29,3	14,4	100
Quartier prioritaire	78,8	15,9	5,3	100
Ensemble	55,3	28,7	16,1	100
N	8 842	4 587	2 569	15 998

Neutraliser les particularités de l'échantillon

Pour neutraliser l'effet des particularités de l'échantillon, la plupart des tableaux de régressions logistiques présentés, notamment à ceux qui font apparaître des résultats significatifs, contrôlent simultanément le sexe, l'âge, la situation familiale, le cumul de situations de chômage dans le ménage, le type de quartier et la région. Le sexe et l'âge sont des variables démographiques de base qui sont importantes pour guider toute politique publique de la jeunesse. La situation familiale permet de distinguer cinq catégories : 1) l'enfant qui vit avec ses deux parents ; 2) l'enfant qui vit avec l'un de ses parents seulement ; 3) l'enfant qui vit dans une famille recomposée ; 4) l'enfant qui vit avec d'autres membres de sa famille ; 5) l'enfant qui vit en foyer ou en famille d'accueil. Distinguer ce type de catégories ne vise en aucun cas à leur donner un sens moral. L'objectif est de prendre en compte les contraintes économiques qui leur sont associées, sachant qu'un enfant vivant dans une famille monoparentale a une forte probabilité de connaître la pauvreté (comme le rappelle l'Observatoire des inégalités, "Famille monoparentale rime souvent avec pauvreté"). En cela, la situation familiale est une variable au moins autant sociale que démographique. Le type de quartier et le cumul des situations de chômage dans le ménage sont des variables permettant d'analyser les facteurs sociaux des inégalités. Et, enfin, la région est une variable avant tout géographique sachant que le découpage renvoie aux grandes régions.

¹ « Famille monoparentale rime souvent avec pauvreté ». Observatoire des inégalités. https://www.inegalites.fr/Famille-monoparentale-rime-souvent-avec-pauvrete?id_theme=15

1.

Les grands domaines de la Consultation

La Consultation nationale a été présentée aux enfants de 6 à 18 ans selon un découpage en quatre axes : « J'ai des droits » (33 questions), « Ma vie de tous les jours » (70 questions), « Mon éducation, mes loisirs » (29 questions) et « Ma santé » (37 questions).



1.1

J'ai des droits



Les questions posées aux enfants et aux adolescents dans ce premier axe portent sur la connaissance de leurs droits et des institutions républicaines ainsi que le respect de leurs droits dans les différents endroits qu'ils fréquentent (école, quartier, ville...).

Des droits connus mais différenciés selon les sexes

Le premier constat qui peut être fait est que les répondants ont, dans l'ensemble, une bonne connaissance de leurs droits : ils sont 75,9 % à avoir déjà entendu parler des droits de l'enfant, 96,9 % d'entre eux savent avoir droit à une famille, à être entourés et protégés et 94,2 % savent qu'un enfant doit avoir accès à l'éducation et ne pas devoir travailler comme un adulte.

Toutefois, ce constat plutôt favorable est contrebalancé par le sentiment exprimé par 45 % des filles d'avoir moins de droits que les garçons. Ces derniers sont quant à eux 30,7 % à penser qu'ils ont moins de droits que les filles. Ils sont par ailleurs plus nombreux que les premières (11,0 % contre 6,9 %) à penser qu'ils ne peuvent pas jouer aux mêmes jeux que les membres du sexe opposé s'ils le souhaitent, distinguant ainsi la ségrégation qui existe dans la pratique d'activités normalement destinées à tous les enfants. Ce sentiment est renforcé par le fait que seulement 58,3 % des répondants pensent qu'à l'école les adultes traitent vraiment les garçons et les filles de la même façon (et ils ne sont que 40 % à penser que les enfants traitent équitablement leurs camarades des deux sexes).

Plus d'un enfant sur dix ne se sent pas respecté au quotidien

Dans l'ensemble, il apparaît que les répondants considèrent dans leur grande majorité que leurs droits sont respectés. 88,7 % d'entre eux affirment qu'ils sont respectés par les adultes (et 85,9 % par les autres enfants et jeunes) dans leur quartier ou leur ville quels que soient leur couleur, leur religion, leur culture ou leur physique. 93,3 % répondent également positivement au même type de question quand elle est posée en référence aux adultes à l'école, et 87,2 % quand elle est posée en référence aux autres enfants et jeunes dans le même lieu. 81,5 % considèrent que leurs droits sont respectés dans leur quartier ou leur ville et 84,3 % en France. Globalement, entre 80 et 90 % environ des répondants se considèrent respectés dans leur vie quotidienne, laissant ainsi plus d'un enfant sur dix avec le sentiment que ses droits ne sont pas respectés dans les lieux qui font partie intégrante de sa vie quotidienne. **Ces derniers chiffres sont toutefois à mettre en parallèle avec celui concernant les attaques et moqueries blessantes que subissent régulièrement près d'un tiers des répondants (32,3 %).** Le respect des droits de l'enfant serait-il plus fort en parole qu'en actes ?

La prise en compte de la parole des enfants reste encore faible

Même si la Consultation nationale est, en elle-même, un exercice de participation pour les enfants et les adolescents qui y répondent, il n'en reste pas moins que la prise en compte de leur expression sur les décisions qui les concernent est globalement limitée. **Seulement 57,1 % des jeunes qui ont participé disent qu'ils peuvent donner leur avis sur les décisions prises pour le fonctionnement de leur école et 55,1 % sur celui de leur centre de loisirs ou accueil jeunesse.** Aussi, ils ne sont que 45,8 % à affirmer qu'ils peuvent dire ce qu'ils pensent aux élus du Conseil municipal de leur ville et 48,2 % à indiquer qu'il existe un Conseil municipal pour enfants ou jeunes auquel ils peuvent participer.



1.2

Ma vie de tous les jours



Les questions posées aux enfants dans ce deuxième axe peuvent être regroupées en trois catégories : les relations avec leurs parents et avec les autres enfants, les conditions de vie à la maison, dans le quartier et dans la ville et les usages courants des nouvelles technologies (et les risques qu'ils comportent).

Des relations avec les autres parfois tendues

Dans leurs relations amicales, les enfants et les adolescents semblent indiquer de nombreuses difficultés. Ils sont 46,9 % à se sentir parfois seuls et ils ne sont que 49,2 % à avoir répondu « Oui vraiment » à la question « Je me sens valorisé (e) par mes amis (je compte beaucoup pour eux et ils me le disent) ». Cela traduit un certain malaise dans leur rapport aux autres. **Ce malaise est d'autant plus fort lorsqu'il s'agit de membres du sexe opposé. Les filles ne sont que 69,4 % (« Oui, vraiment ») à affirmer qu'elles ont au moins un ami garçon et les garçons ne sont que 65,4 % (« Oui, vraiment ») à affirmer qu'ils ont au moins une amie fille.** Plus problématique encore, dans leur ensemble, ils sont près d'un quart (23,5 %) à ne pas indiquer clairement (en répondant « Oui, vraiment ») que l'amitié entre les filles et les garçons est possible. Le rapport à l'homosexualité est, lui aussi, problématique puisque les adolescents sont 45 % à ne pas indiquer clairement (en répondant « Oui, vraiment ») que « l'on peut aimer qui on veut et que l'amour entre filles et l'amour entre garçons est le même amour qu'entre une fille et un garçon ».

Par ailleurs, au sein de la cellule familiale, même si 90,9 % des répondants affirment qu'ils se sentent valorisés par leur mère et 82,9 % par leur père, ils sont plus de 40 % à estimer que les relations avec leurs parents peuvent être tendues (42,2 % avec leur mère et 40,7 % avec leur père) voire très tendues pour plus de 15 % d'entre eux (qui ont répondu « Oui, vraiment » à cette question).

Des conditions de vie problématiques dans les espaces extérieurs

A la maison, même si de nombreuses disparités existent selon les situations, la plupart des répondants possèdent les biens essentiels mis en avant dans la Consultation nationale : 95 % ont au moins deux paires de chaussures qui leur vont, 93,2 % d'entre eux estiment qu'il y a à la maison assez de place pour leur famille, 90,4 % affirment qu'il fait assez chaud chez eux en hiver ou encore 89,3 % disent avoir chez eux des livres pour le plaisir de lire ou pour apprendre. En résulte un sentiment de relatif bien-être au sein de la maison : 95,4 % s'y sentent en sécurité et 91,2 % disent également avoir le droit à une vie privée ou à des secrets. Aussi, 78,1 % des répondants ont une chambre pour eux tout seuls et 65,8 % un téléphone portable, ce qui peut être vu comme le signe d'une autonomie.

Dans le quartier et la ville en revanche, le tableau est plus contrasté : **ils sont près d'un quart (24,6 %) à affirmer qu'il n'y a pas d'endroit dans leur quartier pour jouer, faire du sport et pratiquer des activités culturelles** (et 8,7 % dans la ville entière). Par ailleurs, ils sont 32,5 % à estimer qu'ils ne peuvent pas trouver toutes les animations et équipements dont ils ont envie dans leur quartier (et 20,6 % dans la ville entière). Plus problématique encore, même si 75,3 % des répondants disent que quelqu'un viendrait à leur secours en cas de danger dans leur quartier ou leur ville et si 79,1 % admettent qu'ils peuvent facilement y rencontrer des amis pour jouer ou discuter, **ils sont 34,8 % à s'y sentir en insécurité en raison de la circulation, 29,2 % à reconnaître qu'il y a de la violence dans leur quartier ou leur ville, 30,4 % qu'il y a des armes** (des pistolets, des couteaux) et 28,2 % à affirmer qu'ils sont entourés près de chez eux d'enfants ou de jeunes qui peuvent leur faire mal.

Des nouvelles technologies qui génèrent frustrations et harcèlement

L'usage de l'ordinateur, du téléphone, d'internet et des réseaux sociaux s'est considérablement répandu au cours des dernières années. 62,7 % des répondants communiquent par messagerie instantanée ou chat avec leurs amis grâce à internet et 58,3 % appartiennent à au moins un réseau social (Facebook, Twitter...). La sociabilité par internet est ainsi devenue l'une des formes courantes de la vie des enfants et des adolescents. **Toutefois, celles et ceux qui appartiennent à des réseaux sociaux ne sont que 40,8 % à estimer qu'ils se sentent très valorisés par ces contacts** (15,9 % considèrent qu'ils sont valorisés, mais de façon insuffisante, 28,9 % ne se sentent pas vraiment valorisés et 14,4 % pas du tout). Ces résultats confirment que si les enfants et adolescents appartenant à des réseaux sociaux y trouvent un moyen

d'étendre leur sociabilité, ils peuvent aussi en éprouver une insatisfaction, voire une frustration quand ils considèrent que leur notoriété ou leur popularité sur ces réseaux est inférieure à ce qu'ils souhaiteraient. Le virtuel a ses travers. **9,5 % des répondants affirment avoir déjà été agressés ou harcelés sur internet ou sur les réseaux sociaux** et 7 % disent y subir souvent des attaques ou des moqueries blessantes. Par ailleurs, 38,1 % voient des images sur internet ou à la télévision qui les choquent ou leur font peur, 37,3 % regardent des émissions réservées aux adultes ou qui ne sont pas adaptées à leur âge et 24,6 % disent avoir déjà vu des vidéos ou images pornographiques. Ils ne sont que 12,3 % à affirmer qu'ils utilisent systématiquement l'ordinateur et internet avec un adulte à leur côté (16,6 % de temps en temps et 64,2 % jamais) et ils sont 14,7 % à indiquer qu'ils n'ont jamais été sensibilisés aux dangers et aux risques d'internet.

1.3

Mon éducation, mes loisirs



Les questions posées dans cet axe peuvent être regroupées en deux catégories : les conditions de vie à l'école et les activités de sports et de loisirs en dehors du cadre scolaire.

Un milieu scolaire angoissant

Le rapport qu'ont les enfants et les adolescents avec leur établissement scolaire fait apparaître des résultats assez préoccupants : 32,3 % des répondants disent qu'ils peuvent y subir souvent des attaques ou des moqueries blessantes de la part d'autres enfants ou adolescents, ce qui explique pourquoi **ils sont 44,3 % à ne pas avoir indiqué clairement (en répondant « Oui, vraiment ») qu'ils se sentent en sécurité dans leur établissement scolaire**. Par ailleurs, 66,6 % d'entre eux avouent qu'il leur arrive quelquefois d'être angoissés de ne pas réussir assez bien à l'école et 64,5 % sont quelquefois angoissés de ne pas réussir dans la vie en général. A cela s'ajoute que même s'ils sont 87,5 % à indiquer qu'on peut les aider à l'école s'ils sont en difficulté pour comprendre ou faire leurs devoirs, ils ne sont que 57,9 % à pouvoir confier leurs ressentis et raconter leurs problèmes à un adulte qu'ils apprécient au sein de leur établissement scolaire.

Des inégalités d'accès aux sports et loisirs

La pratique d'activités en dehors du cadre scolaire est devenue une norme presque incontournable. S'ils sont 78,4 % à affirmer participer à des activités avec d'autres enfants en dehors de l'école et 66,2 % à pratiquer un sport chaque semaine, ils ne sont que 43,5 % à pratiquer une activité de loisirs hebdomadaire dans un conservatoire, une école d'art ou une association (musique, danse, peinture, informatique...) et ils sont 9,8 % à indiquer qu'ils n'ont pas eu le droit de choisir l'activité dont ils avaient envie. **Ils ne sont que 51,6 % à avoir indiqué clairement (en répondant « Oui vraiment ») qu'ils pouvaient faire des sorties (bibliothèque, exposition, concert, spectacle...) avec leurs parents ou avec d'autres adultes.**

Enfin, il importe aussi de prendre en considération la sociabilité amicale et les loisirs qui se déroulent à la maison. 94,3 % des répondants disent avoir du temps pour jouer, se reposer et s'amuser avec leurs amis, 89,1 % peuvent organiser une fête pour leur anniversaire et 85,8 % inviter des amis chez eux pour jouer ou pour manger. 94,4 % ont au moins un jeu ou un jouet adapté à leur âge (jeux de société, jeux vidéo, jouets éducatifs...), 91,6 % ont un vélo, un skate, une trottinette ou des rollers pour jouer dehors. Ils sont par ailleurs 71,6 % à avoir une console de jeux vidéo à la maison et, même s'ils sont 87,5 % à affirmer savoir que certains jeux ne sont pas adaptés à leur âge, **ils sont 10,9 % à indiquer qu'ils consacrent chaque semaine plus de 14 heures aux jeux vidéo et 7,5 % disent n'aimer jouer à rien d'autre qu'à cela.**



1.4

Ma santé



Il existe plusieurs façons d'appréhender la santé. Il est possible de prendre en compte l'équilibre alimentaire journalier, l'hygiène dans son quartier, sa ville ou son école, la possibilité d'être soigné près de chez soi ou encore les conduites addictives et sexuelles à risque.

Toujours des inégalités en matière de santé

Premier constat, **l'équilibre alimentaire ne semble pas atteint pour près d'un enfant sur dix** : il n'y a que 80,7 % de réponses « Oui, vraiment » à la question concernant le fait de manger trois repas par jour et seulement 62 % à celle sur la consommation journalière de fruits et légumes frais.

La question des toilettes à l'école est préoccupante : **seulement 60,6 % jugent que les toilettes de leur école sont propres (et seulement 27,7 % de « Oui, vraiment »)**. Il est frappant de constater que seulement 82,7 % des répondants considèrent que l'on respecte leur intimité aux toilettes de leur établissement scolaire (et seulement 58,2 % de « Oui, vraiment »).

Même si l'accès aux soins semble presque généralisé (93,7 % disent que leurs parents peuvent les emmener chez un médecin s'ils sont malades et 91,6 % peuvent aller aux urgences s'ils tombent ou se blessent), ils ne sont que 56,8 % à affirmer qu'il y a une infirmière dans leur école et seulement 79,3 % indiquent aller régulièrement chez le dentiste.

L'accès aux activités des enfants et adolescents porteurs de handicap semble défaillant pour beaucoup de répondants. Ils ne sont par exemple que 49,4 % à indiquer qu'il existe une aire de jeux dans leur quartier ou leur ville adaptés aux jeunes porteurs de handicap et seulement 62,7 % à considérer que ceux-ci peuvent accéder facilement au théâtre, à la médiathèque, à la piscine...

Plusieurs questions sur la souffrance psychologique ont été abordées. Dans les enquêtes épidémiologiques, pour définir et mesurer la souffrance psychologique, il est d'usage de prendre en compte les symptômes dépressifs. Les questions les plus fréquentes sont : 1) Vous êtes-vous senti particulièrement triste, cafardeux, déprimé, la plupart du temps au cours de la journée, et ce, presque tous les jours ? 2) Aviez-vous presque tout le temps le sentiment de n'avoir plus goût à rien, d'avoir perdu l'intérêt ou le plaisir pour les choses qui vous plaisent habituellement ? 3) Vous sentiez-vous presque tout le temps fatigué sans énergie ?² Ces items ont été repris, sous une forme simplifiée, dans la Consultation nationale. Si l'on regroupe les réponses « oui, vraiment » et « oui plutôt », **73,8 % des répondants ont répondu qu'il leur arrive d'être triste ou cafardeux**, 48,2 % de n'avoir plus goût à rien et 61,4 % de perdre la confiance en eux-mêmes.

² Ces items ont été testés dans des recherches internationales et sont repris dans le Mini-international Neuropsychiatric Interview (MINI).

Des adolescent-e-s touché-e-s par la souffrance et les pratiques addictives

Certaines questions étaient adressées uniquement aux adolescents. Elles concernaient les pratiques constituant un risque pour la santé et les moyens de prévention. Les adolescents répondants sont assez fortement exposés aux premières : 12,8 % d'entre eux reconnaissent fumer du tabac, **20,8 % consommer de l'alcool et avoir été en situation d'ivresse, 29,5 % avoir été sollicités pour consommer de la drogue et 9,4 % pour en diffuser, 13,5 % en ont déjà consommé** et 6,8 % fument du cannabis. Il est à noter également que 38,9 % d'entre eux affirment pouvoir se procurer facilement de l'alcool dans les commerces.

La prévention des risques n'est pas encore généralisée. 71 % disent avoir été sensibilisés aux dangers de la drogue et 76,1 % aux dangers de la cigarette. La prévention contre le risque du SIDA n'est pas non plus parfaite : 63,9 % déclarent qu'ils peuvent obtenir de l'aide et des conseils de professionnels de santé à propos du VIH/sida et 60 % qu'ils peuvent facilement se procurer des préservatifs.

Quatre questions nouvelles ont également fait leur apparition dans cette édition 2018 au sujet des violences sexuelles physiques et symboliques que peuvent subir les adolescents : **ils sont près d'un sur vingt à indiquer avoir subi un rapport sexuel (4,4 %) et des pratiques sexuelles non-consenties (4,8 %), 8,3 % disent avoir déjà été insultés, suivis, touchés ou embrassés de force dans les transports en commun et 12 % disent l'avoir été dans l'espace public.**

Enfin, ils font ressortir un important mal-être : 25,6 % des répondants reconnaissent qu'il leur est déjà arrivé de penser au suicide et 9,4 % qu'ils ont tenté de se suicider.

>> L'éclairage Harcèlement au quotidien : des conséquences dramatiques

Les conséquences du harcèlement et des violences physiques et symboliques sur les jeunes, filles comme garçons, sont connues et participent de l'analyse du traumatisme. Les tentatives de suicide et les suicides sont l'une des manifestations les plus graves. Mais on recense aussi des liens étroits entre le harcèlement et les comportements à risque chez les adolescent-e-s (scarification pour les filles, alcoolisation, consommation de drogue, mise en danger routier pour les garçons et comportements sexuels à risque ou violents).

Voir également le rapport de la Consultation nationale des 6/18 ans 2014 : Adolescents en France : le grand malaise – UNICEF France.



LA RIVIÈRE DU DOUTE

la journée avait pourtant commencé normalement au Collège Mireille Mathieu de Pitouilly S/Yvette...

madame Rédaque,
notre prof de Français

tenez, voici un questionnaire de l'UNICEF

UNISEX?

haha

vous devez le remplir en entier

et après?

j'espère que vous avez pris vos maillots de bain

?

après...

KABOUM



pourquoi on est dans une rivière?

où est passée la prof?

ny a un truc mou au fond

ny a embrouille

clique











2.

Les grands types de privation

Pour mesurer les privations, la classification des critères est celle généralement retenue à l'échelon européen. Ces critères sont relatifs. Ils correspondent à des normes adaptées pour des pays riches et susceptibles d'évoluer selon les transformations des modes de vie. Ces cinq privations renvoient à des dimensions différentes qu'un critère unique risquerait de gommer : la privation matérielle, la privation préjudiciable à l'accès aux savoirs, la privation préjudiciable à la santé, la privation de sociabilité amicale, la privation d'activités.

2.1

La mesure des privations



encadré n°1 page 20 présente les questions posées lors de la consultation qui ont permis de définir les grands types de privations.

À partir de cette classification, on peut calculer la proportion d'enfants et d'adolescents concernés par chacune des cinq catégories : on pourra, dans chacune d'entre elles, considérer un enfant ou adolescent en situation de privation s'il a répondu au moins une fois « Non » aux questions posées.

Le graphique n°1 page suivante permet de comparer la proportion d'enfants concernés par type de privation aux deux dernières consultations. Cette comparaison doit être faite avec prudence puisque les répondants peuvent avoir des caractéristiques non identiques d'une consultation à l'autre. Par ailleurs, pour deux indicateurs, la définition retenue comporte un nombre d'items différent.

Les dimensions de la privation matérielle qui ont été prises en compte relèvent du besoin de vêtement et de chaussures, mais aussi du besoin d'équipement en termes de jeux et de moyens de déplacement et intègrent également la question de la surface du logement. **16,1% des enfants ou adolescents qui ont participé à la consultation sont privés d'au moins un critère et peuvent donc être estimés en situation de privation matérielle contre 12,4% en 2016.**

La privation préjudiciable à l'accès aux savoirs concerne les supports traditionnels comme les livres, les magazines d'information, mais aussi l'ordinateur et internet. Cet indicateur prend également le fait de pouvoir aller à la médiathèque et d'avoir un endroit chez soi pour faire ses devoirs dans le calme. Sachant que l'absence d'une de ces cinq dimensions a été considérée comme une condition suffisante pour être considéré en situation de privation relative à l'accès aux savoirs, on peut constater que 36,5% des répondants entrent dans cette catégorie contre 38,1% en 2016.

Pour examiner la **privation préjudiciable à la santé**, ont été pris en compte des critères assez classiques de nutrition, comme manger trois repas par jour, manger au moins une fois par jour de la viande ou du poisson (ou des protéines), manger chaque jour des fruits et légumes frais. Mais a été ajouté un critère discriminant d'accès aux soins : celui d'aller régulièrement chez le dentiste. Selon la définition retenue de la privation dans le domaine de la santé (au moins un critère manquant sur les quatre), **un peu plus d'un enfant ou adolescent sur cinq est concerné, 26,2% contre 17,6% en 2016.**

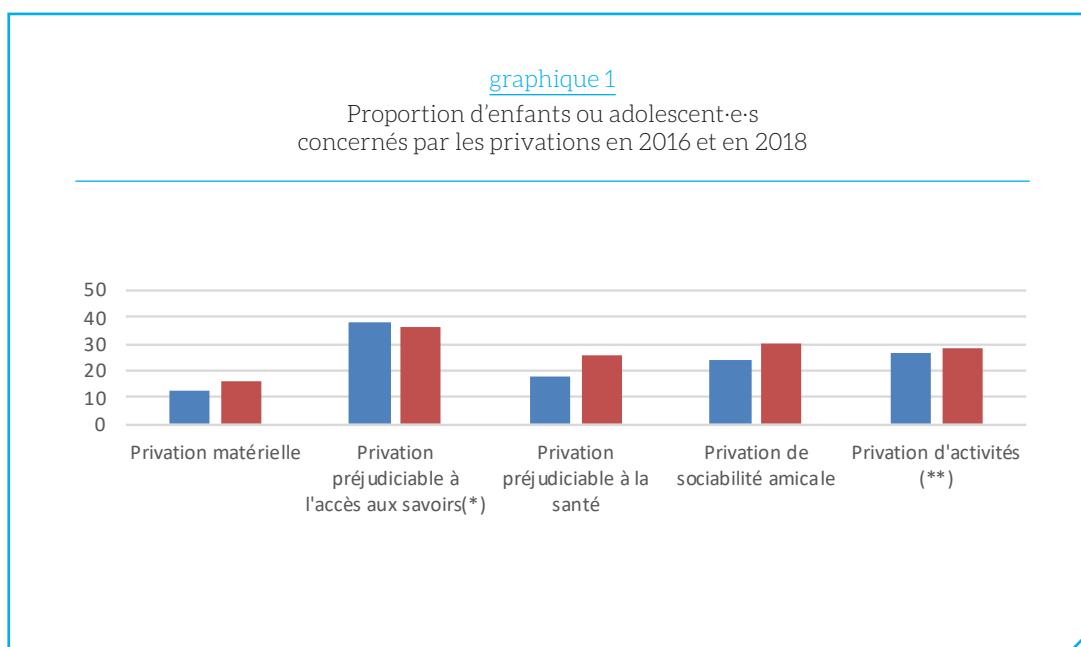
La **privation en matière de sociabilité amicale** concerne un tout autre domaine que les politiques publiques ne prennent en considération qu'indirectement. Il est d'ailleurs difficile de concevoir

l'action publique dans ce domaine car la sociabilité amicale relève principalement du contrôle qu'exercent les parents sur leurs enfants et des moyens qu'ils envisagent pour l'encadrer. Les critères retenus pour l'évaluer sont variés : inviter des amis à la maison pour jouer ou manger, organiser une fête d'anniversaire, rencontrer facilement des amis pour jouer ou discuter dans le quartier, avoir beaucoup d'amis sur qui compter. Dans la consultation, **30,5% des enfants ou adolescents ne réunissent pas l'ensemble de ces quatre dimensions contre 24,4% en 2016.**

17,9%
des enfants
et adolescent-e-s
interrogé-e-s
en situation
de privations.

La **privation d'activités** prend en compte cinq critères : la possibilité pour les parents de payer les voyages et sorties scolaires, la pratique d'activités avec d'autres enfants en dehors du cadre scolaire, les sorties culturelles (bibliothèque, exposition, concert, spectacle...) avec les parents ou d'autres adultes. Dans l'échantillon, **28,5% des enfants ou adolescents ne remplissent pas ces trois critères et peuvent donc être considérés en état de privation dans ce domaine contre 27% en 2016.**

La corrélation entre ces cinq indicateurs est toujours positive et très significative ([tableau A1 en annexe](#)). Les enfants ou adolescents qui les cumulent tous représentent 2,2% des participants à la consultation. Mais **17,9% sont concernés par au moins l'un des cinq types de privations.**



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

(*) L'indicateur de privation préjudiciable à l'accès aux savoirs comportait en 2016 un item supplémentaire

(**) L'indicateur de privation d'activités comportait en 2016 deux items supplémentaires.

N (2016) : 21 930

N (2018) : 26 458

encadré 1

Les questions prises en compte
pour définir les grandes
catégories de privation

TYPE DE PRIVATIONS	QUESTIONS Pour chaque question, l'enfant doit se prononcer entre trois items : « Oui, vraiment », « Oui, plutôt », « Non ». Pour mesurer la privation, seule la réponse « Non » est prise en compte.	
PRIVATION MATÉRIELLE	1	J'ai des vêtements neufs et pas seulement ceux que l'on me prête.
	2	J'ai deux paires de chaussures qui me vont.
	3	À la maison, j'ai au moins un jeu ou jouet adapté à mon âge (jeux de société, jeux vidéo, jouets éducatifs).
	4	À la maison, pour jouer dehors, j'ai un vélo, un skate, une trottinette ou des rollers.
	5	À la maison, il y a assez de place pour toute la famille.
PRIVATION PRÉJUDICABLE À L'ACCÈS AUX SAVOIRS	1	J'ai des livres pour lire des histoires ou apprendre des choses adaptées à mon âge.
	2	J'ai des magazines d'information adaptés à mon âge et à mes envies.
	3	Il y a un endroit chez moi pour faire mes devoirs dans le calme.
	4	J'ai la possibilité d'aller à la médiathèque.
PRIVATION PRÉJUDICABLE À LA SANTÉ	1	Je mange trois repas par jour.
	2	Chaque jour, je mange au moins une fois de la viande ou du poisson (ou des protéines).
	3	Chaque jour, je mange des fruits et des légumes frais.
	4	Je vais régulièrement chez le dentiste.
PRIVATION DE SOCIABILITÉ AMICALE	1	Parfois, j'invite des amis chez moi pour jouer ou pour manger.
	2	Je peux organiser une fête pour mon anniversaire.
	3	Dans mon quartier, je peux facilement retrouver des amis pour jouer ou discuter.
	4	J'ai beaucoup d'amis sur qui je peux compter.
PRIVATION D'ACTIVITÉS	1	Mes parents peuvent payer les voyages et sorties que je fais à l'école, au collège ou au lycée.
	2	Je participe à des activités avec d'autres enfants en dehors de l'école, du collège, du lycée.
	3	Je fais des sorties (bibliothèque, exposition, concert, spectacle...) avec mes parents ou d'autres adultes.

2.2

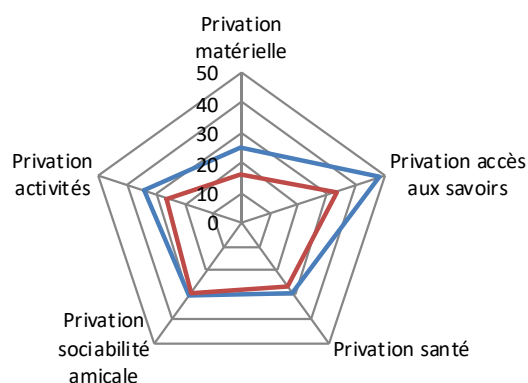
Les facteurs sociaux de la privation

Pour apprécier les inégalités sociodémographiques relatives à ces cinq catégories de privation, on distingue les quartiers de centre-ville, les quartiers périphériques non populaires, les quartiers populaires et les quartiers prioritaires relevant de la politique de la Ville.

Quel que soit le type de privation, les quartiers prioritaires sont toujours dans la situation la plus défavorisée comparativement aux centres villes ([tableau n°3](#) page suivante). Les enfants et les adolescents vivant dans ce type de quartier sont donc fortement pénalisés par rapport aux autres ([graphique n°2](#)). La différence est cependant moins forte en ce qui concerne la privation de sociabilité amicale (30,4 % dans les quartiers prioritaires contre 28,8 % dans les centres villes). Si les enfants et adolescents des quartiers prioritaires peuvent moins inviter d'amis à la maison pour jouer, manger ou organiser une fête d'anniversaire, ils peuvent, en revanche, rencontrer plus facilement des amis pour jouer ou discuter dans leur quartier. Cette variation a une explication sociologique qui renvoie à l'intensité du contrôle des parents sur la sociabilité amicale de leurs enfants. Dans les centres villes, les parents préfèrent faciliter les invitations des amis à la maison, ce qui est une façon d'exercer un contrôle sur ces derniers. Dans les quartiers populaires et prioritaires, les parents font davantage confiance aux enfants et les laissent plus libres de nouer les contacts qu'ils souhaitent dans leur quartier ([graphique n°3](#)).

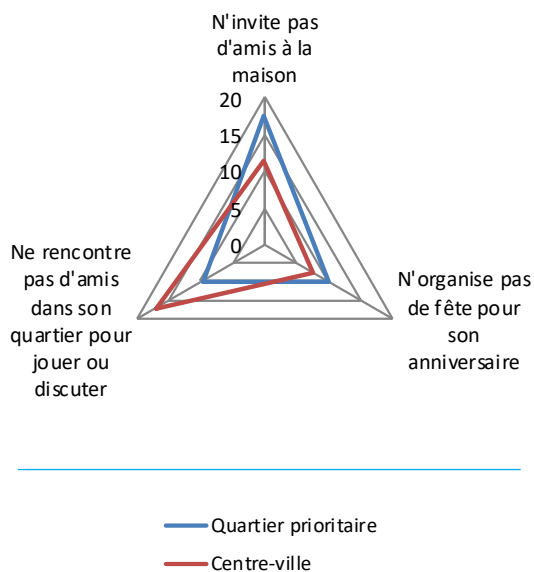
[graphique 2](#)

Écart en termes de privations entre les enfants des centres villes et les enfants des quartiers prioritaires



[graphique 3](#)

Écart en termes de formes de privation amicale entre les enfants des centres villes et les enfants des quartiers prioritaires



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

tableau 3 Les types de privations selon le lieu d'habitation
Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 15.998 en %

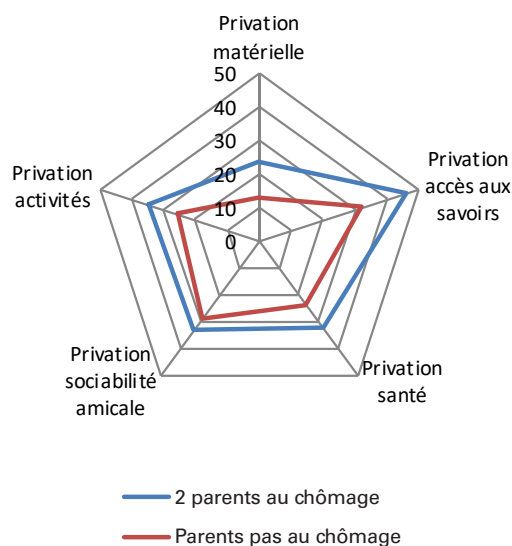
TYPE DE PRIVATIONS	Centre-ville	Quartier périphérique	Quartier populaire	Quartier prioritaire
Privation matérielle	16,1	14,7	18,8	24,6
Privation préjudiciable à l'accès aux savoirs	33,2	33,9	43,0	48,3
Privation préjudiciable à la santé	26,1	24,3	29,3	29,3
Privation de sociabilité amicale	28,8	30,1	30,2	30,4
Privation d'activités	26,0	28,0	31,2	34,5

tableau 4 Type de privation selon la situation des parents au regard du chômage
Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 19.726 en %

TYPE DE PRIVATIONS	Pas au chômage	Un des 2 parents au chômage	Les 2 parents au chômage
Privation matérielle	12,6	20,9	23,3
Privation préjudiciable à l'accès aux savoirs	31,9	44,5	45,9
Privation préjudiciable à la santé	23,7	29,5	32,0
Privation de sociabilité amicale	28,5	35,7	33,3
Privation d'activités	25,5	34,5	34,9

graphique 4

Écart en termes de privations entre les enfants dont les parents ne sont pas au chômage et les enfants dont les deux parents sont au chômage



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

La situation des parents par rapport à l'emploi explique aussi les privations que ressentent les enfants. S'il existe une forte corrélation entre le fait d'avoir des parents au chômage et de vivre dans un quartier prioritaire, il faut aussi observer en tant que tel l'effet du chômage, d'autant que celui-ci existe aussi dans les zones rurales appauvries. Le **tableau n°4** confirme qu'avoir un parent au chômage ou les deux est un facteur de risque élevé de connaître des situations de privations, ce qui se vérifie d'ailleurs quel que soit le type de privation. L'écart entre les enfants dont les parents ne sont pas au chômage et ceux dont les deux parents le sont est important, en particulier pour l'accès aux savoirs (**graphique n° 4**).

48,3 %
des jeunes en quartier prioritaires
en situation de privation préjudiciable à l'accès aux savoirs.

2.3

Un effet différent selon le sexe?



Puisque les facteurs sociaux de la privation sont particulièrement forts, on peut se demander si ces derniers affectent avec la même intensité les garçons et les filles.

Privation matérielle

En ce qui concerne la privation matérielle, les effets du lieu d'habitation et de la situation des parents vis-à-vis du chômage sont particulièrement forts et assez semblables selon le sexe, même s'ils le sont un peu plus pour les filles ([tableau n°5](#)). Les garçons vivant en quartier prioritaire ont 1,5 fois plus de risque d'être privés matériellement que les garçons vivant en centre-ville. Le rapport de risque correspondant pour les filles est un peu plus élevé (1,74) et aussi plus significatif.

tableau 5 Effet du lieu d'habitation et de la situation des parents vis-à-vis du chômage sur la privation matérielle des garçons et des filles (*)

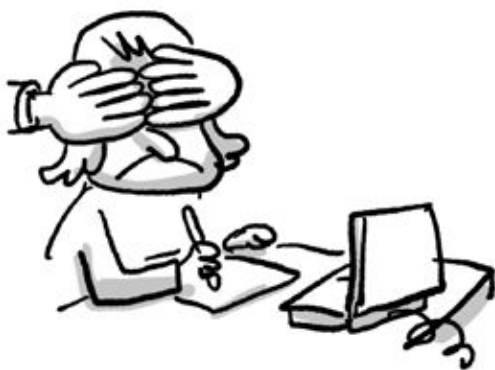
Source: UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

	GARÇONS		FILLES	
	Odds ratios	Sig (**).	Odds ratios	Sig. (**)
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	0.85	ns	0.98	ns
Quartier populaire	1.00	ns	1.23	ns
Quartier prioritaire	1.50	**	1.74	***
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.42	***	1.76	***
Deux parents au chômage	2.04	***	2.10	***

(*) Le modèle contrôle, outre le lieu d'habitation et la situation des parents vis-à-vis du chômage, l'âge, la situation familiale et la région.

(**) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif
Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les garçons vivant en quartier prioritaire ont 1,50 fois plus de risque d'être privés matériellement que les garçons vivant en centre-ville et 2,04 fois plus de risque si leurs deux parents sont au chômage.





Privation préjudiciable à l'accès aux savoirs

En ce qui concerne la privation préjudiciable à l'accès aux savoirs, l'effet du lieu d'habitation est plus fort pour les filles vivant en quartier populaire que pour les garçons vivant dans le même type de quartier (tableau n°6). En effet, les filles des quartiers populaires ont de façon très significative 1,79 fois plus de risque d'être privées dans ce domaine par rapport aux filles vivant en centre-ville, alors que pour les garçons le risque n'est pas significatif. L'effet d'avoir ses parents au chômage sur la probabilité d'être privé en termes d'accès aux savoirs est très fort quel que soit le sexe, mais il est légèrement plus pénalisant pour les filles.

tableau 6 Effet du lieu d'habitation et de la situation des parents vis-à-vis du chômage sur la privation préjudiciable à l'accès aux savoirs des garçons et des filles (*)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

	GARÇONS		FILLES	
	Odds ratios	Sig (**).	Odds ratios	Sig. (**)

LIEU D'HABITATION

Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	0.99	ns	1.09	ns
Quartier populaire	1.17	ns	1.79	***
Quartier prioritaire	1.67	***	1.70	***

SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE

Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.34	***	1.54	***
Deux parents au chômage	1.66	***	1.79	***

(*) Le modèle contrôle, outre le lieu d'habitation et la situation des parents vis-à-vis du chômage, l'âge, la situation familiale et la région.

(**) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif
Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les garçons vivant en quartier prioritaire ont 1,67 fois plus de risque d'être privés en matière d'accès aux savoirs que les garçons vivant en centre-ville.

Privation préjudiciable à la santé

Le fait de vivre dans un quartier populaire pénalise, de façon significative, davantage les filles que les garçons dans le domaine de la santé (tableau n°7). En effet, elles ont 1,23 fois plus de risque par rapport aux filles des centres villes alors que les garçons des quartiers populaires n'ont pas un risque plus élevé que les garçons des centres villes. Elles sont également significativement plus défavorisées que les garçons lorsqu'elles ont un parent au chômage.

tableau 7 Effet du lieu d'habitation et de la situation des parents vis-à-vis du chômage sur la privation préjudiciable à la santé des garçons et des filles (*)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

	GARÇONS		FILLES	
	Odds ratios	Sig (**).	Odds ratios	Sig. (**)

LIEU D'HABITATION

Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	0.92	ns	0.97	ns
Quartier populaire	1.07	ns	1.23	*
Quartier prioritaire	1.16	ns	1.24	ns

SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE

Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.18	ns	1.28	**
Deux parents au chômage	1.50	**	1.37	*

(*) Le modèle contrôle, outre le lieu d'habitation et la situation des parents vis-à-vis du chômage, l'âge, la situation familiale et la région.

(**) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif
Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les garçons dont les deux parents sont au chômage ont 1,5 fois plus de risque d'être privés en matière de santé que les garçons dont aucun des parents n'est au chômage.



Privation de sociabilité amicale

L'effet du lieu d'habitation sur la privation d'activité amicale apparaît nul et non significatif pour les garçons, alors qu'il est visible et significatif pour **les filles des quartiers populaires** (tableau n° 8). Ces dernières **ont 1,23 fois plus de risque que les filles des centres villes d'être privées dans ce domaine.**

Avoir un parent au chômage a un effet pénalisant en termes de sociabilité amicale pour les garçons et pour les filles (1,35 fois plus de risque pour les premiers par rapport aux garçons dont les parents ne sont pas au chômage, 1,45 fois pour les secondes par rapport aux filles dont les parents ne sont pas au chômage). En revanche, l'effet est significatif seulement pour les filles dont les deux parents sont au chômage (1,54 fois plus de risques).

tableau 8 Effet du lieu d'habitation et de la situation des parents vis-à-vis du chômage sur la privation de sociabilité amicale des garçons et des filles (*)

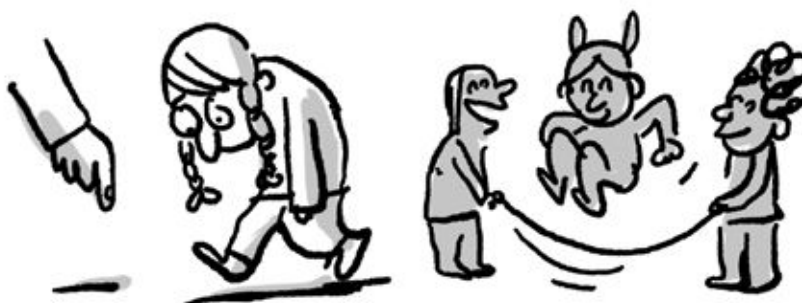
Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

	GARÇONS		FILLES	
	Odds ratios	Sig (**).	Odds ratios	Sig. (**)
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	1.02	ns	1.14	*
Quartier populaire	0.98	ns	1.23	*
Quartier prioritaire	1.07	ns	1.08	ns
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.35	***	1.45	***
Deux parents au chômage	1.15	ns	1.54	***

(*) Le modèle contrôle, outre le lieu d'habitation et la situation des parents vis-à-vis du chômage, l'âge, la situation familiale et la région.

(**) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles dont les deux parents sont au chômage ont 1,54 fois plus de risque d'être privées en matière de sociabilité amicale que les filles dont aucun des parents n'est au chômage.



Privation d'activités

La privation d'activités sportives, culturelles ou de loisirs est un facteur d'inégalités important. Le rapport de la Consultation nationale des 6/18 ans 2016 avait déjà montré que ce type de privation affectait fortement l'intégration scolaire. Le lieu d'habitation en est un facteur explicatif. C'est en effet dans les quartiers prioritaires, aussi bien pour les garçons que pour les filles, que ce risque de privation d'activités est le plus élevé par rapport aux garçons et aux filles des centres villes (**tableau n°9**). Mais pour les garçons comme pour les filles, ce risque existe aussi dans les quartiers périphériques (1,27 pour les garçons, 1,19 pour les filles), ce qui s'explique peut-être par l'éloignement de ces quartiers vis-à-vis des lieux où se pratiquent les activités en question. En revanche, ce risque n'est vérifié que pour les filles des quartiers populaires.

On notera également que l'effet de parents au chômage n'est vérifié que pour les filles. Elles ont 1,43 fois plus de risque lorsque l'un de leurs parents est au chômage et 1,9 fois plus de risque lorsque leurs deux parents sont au chômage.

tableau 9 Effet du lieu d'habitation et de la situation des parents vis-à-vis du chômage sur la privation d'activités des garçons et des filles (*)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

	GARÇONS		FILLES	
	Odds ratios	Sig (**).	Odds ratios	Sig. (**)
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	1.27	***	1.19	**
Quartier populaire	1.17	ns	1.24	**
Quartier prioritaire	1.44	***	1.69	***
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage		ns	1.43	***
Deux parents au chômage		ns	1.90	***

(*) Le modèle contrôle, outre le lieu d'habitation et la situation des parents vis-à-vis du chômage, l'âge, la situation familiale et la région.

(**) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif
Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles dont les deux parents sont au chômage ont 1,9 fois plus de risque d'être privées d'activités que les filles dont aucun des parents n'est au chômage.

>> L'éclairage Sport et loisirs, priorité aux garçons

Toutes les études menées dans le domaine de la fréquentation des clubs sportifs montrent un ratio de 30 % de licenciées filles pour 70 % de licenciés garçons entre 6 et 18 ans (plus de 30 000 données sur la fréquentation des filles et garçons entre 6 et 18 ans par disciplines sportives). Quelle que soit le type de commune analysée (rurale, urbaine, avec des quartiers populaires, dites « bourgeoises », etc.), le ratio est invariant. L'analyse montre que les filles ont moins de choix pour leur pratique en club que les garçons. Souvent lié aux stéréotypes « sports de filles », c'est aussi le résultat de l'organisation même du monde omnisport, privilégiant la pratique masculine dans la non-mixité. Ainsi, on préférera créer une section masculine plutôt que féminine. La question du moindre accès des filles aux pratiques de loisirs tient également à la capacité financière du ou des parents, particulièrement dans une fratrie mixte. Pour certaines familles modestes, conformément aux stéréotypes structurels, on fait le choix de soutenir l'activité du ou des garçons au dépend de l'activité de la ou des filles. On considère que les garçons « doivent » avoir un loisir sportif, discours parfois encouragé par la communauté éducative. La « place » des filles est plus légitimée dans l'espace scolaire et domestique. Il n'en reste pas moins que toutes les études sur la pratique sportive en clubs et en accès libre (city stades, skateparks ...) font apparaître un inégal accès aux équipements (horaires et lieux de pratiques, moindre subvention, déplacement...) et ce quelle que soit la commune étudiée, le milieu social des parents et la tranche d'âge (processus déjà enclenché à l'école élémentaire).

Un effet de genre dès l'enfance

Le **tableau n°10** récapitule les effets sociaux constatés pour les garçons et les filles en comptabilisant les nombre de fois où ils sont statistiquement vérifiés.

Il apparaît clairement que si les filles ne sont pas globalement plus défavorisées que les garçons, elles sont de façon significative plus touchées négativement que les garçons par les deux facteurs sociaux pris en compte : le lieu d'habitation et le chômage des parents. **Hormis le cas des privations matérielles où il n'existe pas de différence significative entre les garçons et les filles, un écart en défaveur des filles est constaté pour les quatre autres types de privations** : un écart de 1 pour les privations préjudiciables à l'accès aux savoirs, un écart de 2 pour les privations préjudiciables à l'accès à la santé et les privations de sociabilité amicale et, enfin, un écart de 3 pour les privations d'activité. **Ces petites différences pourraient paraître relativement minimes, mais le fait qu'elles soient quasi systématiquement en défaveur des filles est essentiel.** Le fait d'être une fille et de vivre dans un quartier populaire ou prioritaire ou d'avoir un ou deux parents au chômage est donc, globalement, plus déterminant en termes de privations que pour les garçons dans la même situation. Cela ne veut pas dire que les effets sociaux sont nuls pour les garçons – ils sont vérifiés pour les deux sexes –, mais qu'ils sont plus sévères pour les filles. Autrement dit, si le cumul de difficultés qui est souvent évoqué comme le problème majeur dans la constitution des inégalités sociales relève bien de facteurs sociaux, il traduit en même temps un effet de genre que l'on peut repérer dès l'enfance.

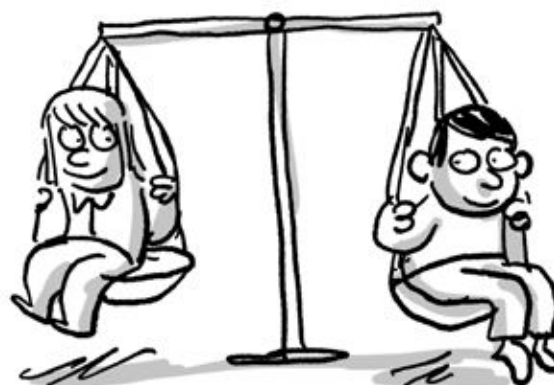


tableau 10 Nombre de fois où l'effet des facteurs sociaux est statistiquement vérifié au seuil de 5 % sur les types de privation selon le sexe (*)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

TYPE DE PRIVATIONS	GARÇONS	FILLES	ECART FILLES/ GARÇONS
Privation matérielle	3	3	0
Privation préjudiciable à l'accès aux savoirs	3	4	+1
Privation préjudiciable à la santé	1	3	+2
Privation de sociabilité amicale	1	3	+2
Privation d'activités	1	4	+3

(*) Les effets comptabilisés sont ceux de 1) vivre dans un quartier populaire (par rapport au centre-ville) ; 2) vivre dans un quartier prioritaire (par rapport au centre-ville) ; 3) avoir un parent au chômage (par rapport à ne pas avoir de parents au chômage) ; 3) avoir deux parents au chômage (par rapport à ne pas avoir de parents au chômage). Le maximum est donc de 4 pour chaque type de privation.

3.

Moqueries, discrimination et harcèlement

Les enfants et adolescents sont nombreux à faire l'expérience de moqueries, de discriminations ou de harcèlement qui témoignent de la rudesse des rapports sociaux entre eux, mais aussi avec les adultes. Ces formes de violence symbolique renforcent le poids des inégalités économiques et sociales car ce sont souvent les enfants ou les adolescents les plus défavorisés qui en sont la cible.

3.1

Attaques et moqueries à l'école : un enfant sur deux dès 7 ans



Les moqueries à l'école peuvent être appréciées à partir de la proposition : « À l'école, je subis souvent des attaques et des moqueries blessantes de la part d'autres enfants ou adolescents ». 32,3% des enfants et adolescents ont répondu par l'affirmative.

Il est frappant de constater que ces attaques et moqueries à l'école sont déjà particulièrement fortes dès l'entrée en CP puisqu'elles concernent 47,1% des enfants de 6 ans (voir [graphique n° 5](#) page suivante). **Un enfant sur deux est touché par ce problème à l'âge de 7 ou 8 ans.** La proportion d'enfants concernés baisse ensuite régulièrement, mais reste élevée et supérieure à la moyenne de l'échantillon jusqu'à 10 ans. On constate une nouvelle augmentation à l'âge de 18 ans (un adolescent de cet âge sur quatre est touché).

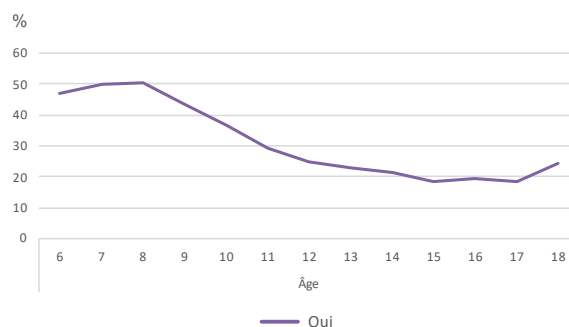
Concernant les facteurs de risque liés aux moqueries (voir [tableau A2](#) en annexe) : les filles sont moins touchées que les garçons par les attaques et moqueries blessantes à l'école. Elles ont 0,87 fois moins de risque que les garçons de subir ce type d'agression. Les préados ont 0,48 (et les ados 0,39) fois moins de risque de connaître cette épreuve que les enfants. **Ce phénomène touche donc davantage les garçons à l'âge de l'école primaire, période de la vie où ces derniers cherchent souvent à affirmer entre eux leur tempérament.**

Les enfants ou adolescents qui sont les plus concernés sont ceux qui ne vivent pas avec leurs deux parents, mais aussi ceux dont les parents sont touchés par le chômage et ceux qui habitent un quartier prioritaire. Ceux dont les deux parents sont au chômage ont 1,61 plus de risque de subir des attaques et des moqueries blessantes à l'école que ceux dont les deux parents ne sont pas au chômage. Ces résultats montrent que ces agressions touchent prioritairement les enfants et adolescents qui vivent dans des conditions précaires ou qui ont connu des ruptures familiales. On peut dire que **l'école reproduit en son sein la rudesse des rapports sociaux qui caractérisent la vie en société**. Par ailleurs, les enfants et adolescents vivant en Île-de-France sont davantage victimes de ce type d'agressions que les enfants vivant dans les autres régions, à l'exception du Sud-Ouest.



graphique 5

Attaques et moqueries blessantes à l'école



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

Attaques et moqueries blessantes à l'école

**1 enfant
sur 2**
dès 7 ans

**1 adolescent·e
sur 4**
à 18 ans

3.2

L'expérience de la discrimination



Dans la consultation, une question permet d'appréhender l'expérience de la discrimination. Elle porte sur la discrimination ethnique et religieuse et distingue deux types de lieux (selon qu'elle se produit dans le cadre scolaire ou dans le cadre du quartier) et deux types d'interactions (selon qu'elle est exercée par des enfants ou par des adultes). Pour chacun de ces deux types de lieux et de ces deux types d'interaction, les enfants sont appelés à se prononcer sur la formulation suivante : « les autres enfants et adolescents (ou les adultes) me respectent quels que soient ma couleur, ma religion, ma culture ou mon physique ». Pour qualifier l'existence d'une forme de discrimination, la réponse « non » a été retenue.

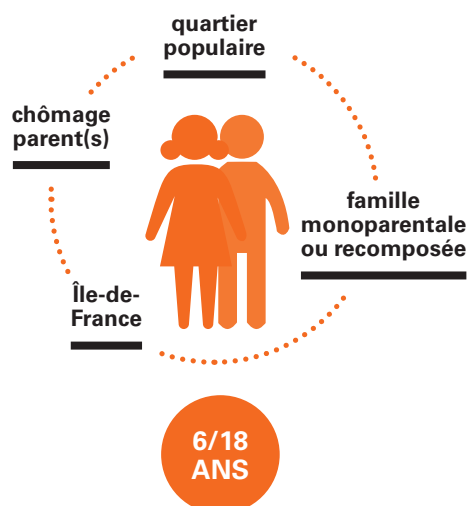


8 %
des répondant-e-s
non respecté-e-s
à l'école par les
autres enfants

infographie 1a

Discrimination ethnique
et religieuse à l'école :
quels facteurs de risque aggravants ?

À L'ÉCOLE



Discrimination ethnique et religieuse : des différences sociales mais non genrées

Cette discrimination, de tendances similaires selon qu'elle est exercée par des enfants ou des adultes, a été rassemblée en un indicateur. À l'école, elle concerne 9,6 % des répondants et 9,2 % dans le quartier (voir [infographie n°1](#) et [tableau A3](#) en annexe).

L'infographie n°1 et le tableau A3 distinguent la discrimination ethnique et religieuse selon qu'elle est subie à l'école ([infographie n°1a](#)) ou dans le quartier ([infographie n°1b](#)).

À l'école, il n'existe pas d'effet significatif du sexe ou de l'âge. En revanche, les enfants ou adolescents vivant en famille monoparentale ou en famille recomposée ont un risque supérieur de subir une forme de discrimination ethnique ou religieuse par rapport aux enfants vivant avec leurs deux parents. Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, **il faut également retenir la pénalité propre que constitue le fait de vivre dans un quartier populaire** (1,29 fois plus de risque que pour les enfants ou adolescents vivant en centre-ville) **ou d'avoir un ou deux parents au chômage** (1,32 fois plus de risque avec un parent au chômage, 1,52 avec deux). Enfin, les enfants ou adolescents vivant dans la région Nord-Ouest ont significativement moins de risque de connaître ce type de discrimination que ceux vivant en Île-de-France.

Quant à la discrimination ethnique ou religieuse subie **dans le quartier**, les résultats donnent des tendances assez similaires, mais avec des effets sociaux plus marqués. Il n'existe toujours pas d'effet significatif selon le sexe. En revanche, les 12/14 ans ont 0,71 moins de risque de subir ce type de discrimination que les 6/11 ans. **On peut donc en conclure que ce sont les enfants et les ados de 15 à 18 ans qui en souffrent le plus.** La situation familiale est aussi un facteur explicatif. Les enfants ou adolescents en famille monoparentale, en famille recomposée ou en foyer ou famille d'accueil en sont davantage victimes que ceux vivant avec leurs deux parents. Le fait de vivre dans un quartier populaire et, davantage encore, dans un quartier prioritaire, renforce le risque d'être discriminé pour des raisons ethniques ou religieuses, de même que le fait d'avoir des parents au chômage (1,69 fois plus de risques). Enfin, le Nord-Ouest et le Sud-Est sont deux régions où le risque des enfants et adolescents de connaître une forme de discrimination ethnique et religieuse est significativement plus faible qu'en Île-de-France.

Discrimination vestimentaire : la dure expérience des filles

Une autre forme de discrimination peut être étudiée à partir des questions posées dans la consultation : celle qui relève de la tenue vestimentaire. Elle est formulée de cette façon : « A l'école, les autres enfants et adolescents me respectent quelle que soit ma tenue vestimentaire » ou encore « À l'école, les adultes me respectent quelle que soit ma tenue vestimentaire ». 14 % des enfants ou adolescents ont répondu au moins une fois « non » à ces deux questions (voir **infographie n°2** et **tableau A4** en annexe).

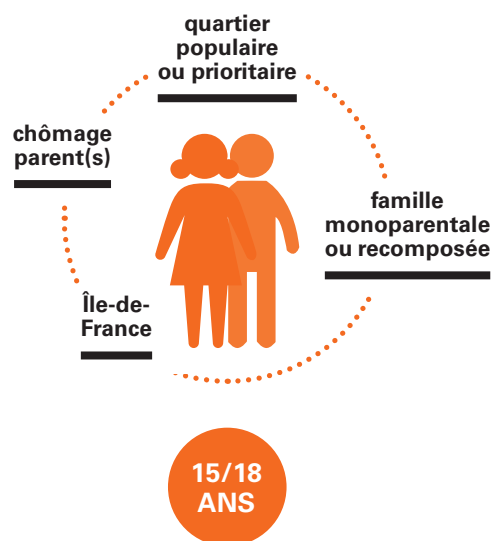
Toutes choses égales par ailleurs, les filles ne se sentent pas plus discriminées que les garçons pour des raisons ethniques ou religieuses. En revanche, elles considèrent davantage qu'on ne les respecte pas quelle que soit leur tenue vestimentaire à l'école (1,15 fois plus de risque que les garçons) (**tableau A4** en annexe). **Cette discrimination par la tenue vestimentaire augmente de façon sensible avec l'âge. Les 12/14 ans ont près de deux fois plus de risque de faire cette expérience que les 6/11 ans. Ce risque est près de trois fois plus élevé pour les 15/18 ans.** Cette discrimination s'élève par conséquent en fonction du degré d'exigence qu'expriment les jeunes dans leurs besoins de distinction et d'affirmation identitaire. Les enfants ou adolescents vivant dans une famille recomposée ou avec d'autres membres de la famille ont également plus de risque d'être confrontés à cette épreuve que ceux vivant avec leurs deux parents. Ceux qui vivent dans un quartier populaire ont 1,21 fois plus de risque de connaître cette forme de discrimination que les enfants ou adolescents des centres villes. En revanche, il n'existe pas d'effet significatif selon la situation des parents par rapport au chômage. Si les facteurs sociaux (comme le lieu d'habitation) ont un effet, il n'est pas très élevé. **La tenue vestimentaire est donc dès la préadolescence un critère majeur aussi bien d'affirmation de soi que d'attachement au groupe.** L'affirmation de soi n'est pas purement individualiste,

19 %
des 15/18 ans
discriminé-e-s
en raison de
leur tenue
vestimentaire

infographie 1b

Discrimination ethnique
et religieuse dans le quartier :
quels facteurs de risque aggravants ?

DANS LE QUARTIER



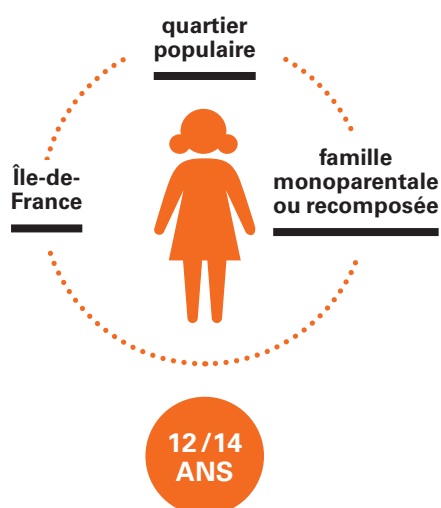
Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

elle passe par la conformité au groupe auquel les jeunes attachent de l'importance et ce processus est à l'œuvre aussi bien dans les centres villes que dans les quartiers populaires.

La question de la tenue vestimentaire semble bien être un facteur d'inégalité qui touche différemment les régions. Le risque que les enfants ou adolescents soient concernés par cette expérience de la discrimination par la tenue vestimentaire est, de façon significative, moins élevé dans les régions du Nord-Ouest, du Nord Est et du Sud-Est que dans la région Île-de-France.

infographie 2

Discrimination par la tenue vestimentaire :
quels facteurs de risque aggravants ?



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

>> L'éclairage

Tenue correcte exigée

La « tenue correcte » exigée chez les filles est un problème récurrent dans les collèges et, de manière générale, dans la société. On parle ici de la « longueur de la jupe », de l'oscillation permanente entre ne pas être cataloguée « de fille qui cherche ça, qui aime ça, qui mérite l'agression » et la tenue masculine qui ne correspond pas aux critères attendus de la féminité. Pour les filles, il ne semble pas y avoir de bonne réponse à cette oscillation. Sorte de charge mentale du quotidien, le stéréotype physique, marqueur du genre, est aussi un marqueur de l'uniformisation et une entrave à la liberté chez les filles. De plus, il est également très intéressant de se pencher sur deux questions présentes dans la Consultation nationale liées aux images des femmes véhiculées dans les médias : « je trouve l'image des filles/femmes que les médias transmettent est valorisante. », « je trouve que l'image des filles/femmes que les médias transmettent correspond à la réalité du quotidien ». Une fille sur deux a répondu non à ces questions ainsi que 36% des garçons. Plus on grandit plus ce sentiment se renforce. L'environnement visuel est donc également hostile aux femmes. La sexualisation de leur corps, l'image idéale, les attendus sont autant de jugements sur leur physique et leur posture.

3.3

Harcèlement en ligne, harcèlement de rue



Au-delà de la question des moqueries à l'école, il faut être attentif à ce qui se joue dans les liens tissés sur internet et alerter sur le harcèlement que les adolescents peuvent subir dans les transports et l'espace public.

Moqueries et harcèlement sur internet

Deux questions abordent la stigmatisation et le harcèlement sur internet. Elles sont formulées de la façon suivante: 1) « Sur internet, je subis souvent des attaques et des moqueries blessantes »; 2) Sur internet, « j'ai déjà été victime de harcèlement ou de demandes insistantes ».

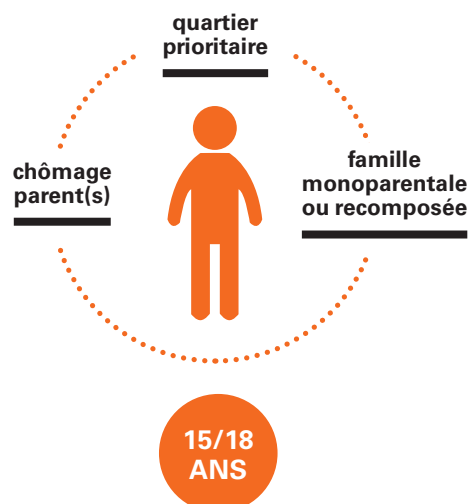
Dans l'échantillon, **6,6% des enfants ou adolescents ont répondu « oui, vraiment » ou « oui, plutôt » à la première et 8,9% à la seconde** (voir [infographie n°3](#) et [tableau A5](#) en annexe).

Toutes choses égales par ailleurs, les filles font l'objet de moins d'attaques et de moqueries blessantes sur internet que les garçons (0,81 fois moins de risque). **Elles ont en revanche une fois et demie plus de risques d'être touchées par le harcèlement en ligne** ([tableau A5](#) en annexe).

infographie 3

Subir moqueries et harcèlement sur internet : quels facteurs de risque aggravants ?

MOQUERIES



HARCÈLEMENT EN LIGNE



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018



Le risque de moqueries et de harcèlement sur internet augmente avec l'âge, ce qui est bien sûr directement lié à l'usage d'internet. **Ce sont les ados qui sont donc les plus touchés.** Par rapport aux 6/11 ans, les ados ont 1,21 fois plus de risque d'avoir fait l'expérience de moqueries sur internet et **4 fois plus de risque d'avoir fait l'objet de harcèlement.**

La situation familiale a un effet exclusivement sur le risque de moqueries. Les enfants ou adolescents qui vivent en famille monoparentale, avec d'autres membres de la famille, en famille d'accueil ou en foyer ont un risque significativement plus élevé de faire l'expérience de moqueries sur internet par rapport à ceux qui vivent avec leurs deux parents. Ce problème apparaît de façon plus forte chez les enfants dont le ou les parents sont au chômage et cela aussi bien pour les moqueries que pour le harcèlement sur internet (deux fois plus de risques). Les enfants ou adolescents vivant en quartier prioritaire ont également 1,36 fois plus de risque de faire l'objet de moqueries sur internet que ceux vivant en centre-ville.

On constate donc une différence entre les garçons et les filles, les premiers sont plus touchés par les moqueries tandis que les filles font beaucoup plus souvent l'expérience du harcèlement en ligne (1,56 fois plus de risques). Les effets de la situation familiale et du lieu d'habitation sont également plus nets et plus significatifs pour les moqueries que pour le harcèlement.

24 %
des adolescent-e-s
sujet-e-s au
harcèlement
en ligne

>> **Harcèlement et résultats scolaires en CM1 : les élèves français particulièrement impactés par le harcèlement**

L'enquête internationale PIRLS 2016, reprise dans le bilan Innocenti 2018

(Bilan Innocenti 15 - Un départ dans la vie marqué par les injustices. Inégalités scolaires chez les enfants dans les pays riches), interroge les élèves de CM1 sur leur expérience du harcèlement scolaire.

En comparaison aux autres pays pris en compte dans l'étude, le pourcentage d'élèves

français déclarant être harcelés chaque semaine n'est pas très élevé. Toutefois, il est intéressant de noter la très forte corrélation en France entre harcèlement scolaire et scores de lecture, la France étant l'un des

pays où cette corrélation est la plus forte (26^e des 29 pays étudiés). La fréquence élevée du harcèlement scolaire s'accompagne dans presque tous les pays d'une baisse des résultats de lecture, mais encore plus en France, où le harcèlement scolaire a un effet préjudiciable aux élèves.

Harcèlement de rue

Le harcèlement de rue correspond à des questions posées uniquement aux 13-18 ans. Elles sont formulées de la façon suivante: 1) « J'ai été insulté (e), suivi (e), embrassé (e) de force dans les transports en commun », 2) « J'ai été insulté (e), suivi (e), embrassé (e) de force dans l'espace public ». Elles ont été regroupées dans une catégorie unique de harcèlement de rue. Ainsi, près de 4,5 % des participants de la consultation ont déclaré avoir été victimes de harcèlement de rue. Dans l'espace public, les filles sont concernées à près de 10 % alors que seulement 3 % des garçons en ont vraiment fait l'objet. Ce sont 9 % des adolescents de 15 à 18 ans qui en sont victimes.

Les filles ont 2,5 fois plus de risques de subir le harcèlement de rue que les garçons (tableau A6 en annexe). Les jeunes vivants dans une famille monoparentale ou avec d'autres membres de leur famille ont aussi un risque plus élevé de faire l'expérience de harcèlement de rue que les jeunes vivant avec leurs deux parents.

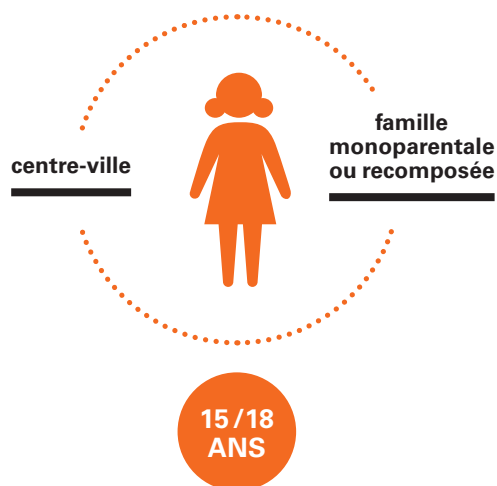
Les jeunes des quartiers prioritaires le sont également beaucoup moins que les jeunes vivant en centre-ville (0,29 fois moins de risque de connaître l'épreuve du harcèlement de rue). Les résultats ne sont pas significatifs pour les jeunes des quartiers populaires, mais ils le sont pour ceux vivant en quartier périphérique (0,76 fois moins de risque). Ceci peut s'expliquer par le relatif enclavement de nombreux quartiers périphériques et par le risque plus élevé d'isolement social des jeunes.

On peut parler d'une **spécificité des quartiers prioritaires**. Dans ce type de quartier, en raison d'une séparation spatiale plus marquée des sexes, les garçons occupent les espaces publics, les filles se protègent davantage et restent principalement confinées dans l'espace domestique ou dans les lieux où elles se sentent en sécurité.



infographie 4

Harcèlement dans les transports
et dans l'espace public:
quels facteurs de risque aggravants ?



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

>> L'éclairage La jungle de la rue

Deux fois plus de filles que de garçons ont déjà été suivies, touchées, embrassées de force dans les transports en commun et/ou dans l'espace public. Ce harcèlement vécu au quotidien engendre une relégation réelle des filles auxquelles on signifie que leur place n'est pas au dehors, en tous cas, qu'elles ne sont pas, pour beaucoup d'entre elles, dans un climat bienveillant. Concernant les garçons, ils sont entre 5 et 7 % dans la consultation à avoir subi une forme de harcèlement dans les transports ou l'espace public. On peut émettre l'hypothèse que les garçons sont plus exposés aux insultes qu'au harcèlement de rue.







4.

Le rapport à l'école: les filles mieux intégrées

L'école est l'un des lieux essentiels de socialisation qui prolonge le travail éducatif de la famille et l'acquisition des savoirs. C'est aussi le lieu où se reproduisent et se creusent les inégalités au moment de l'enfance et de l'adolescence. Pour analyser les inégalités d'intégration à l'école, on peut prendre en compte des indicateurs comme l'angoisse de ne pas réussir, la possibilité d'être aidé dans ses devoirs et en cas de problème et, de façon plus générale, le sentiment d'insécurité.



4.1.

L'angoisse de ne pas réussir à l'école



Les enfants et adolescents étaient appelés à se prononcer sur la proposition suivante: « Il m'arrive quelque fois d'être angoissé (e) de ne pas réussir assez bien à l'école ». 33 % ont répondu: « oui, vraiment » et 34 % « oui, plutôt »,

ce qui fait que **ce type d'angoisse touche au total 67 % des répondants, une proportion très élevée**. Ce constat est sans doute à mettre en relation avec le système scolaire français qui assigne les élèves à un impératif de réussite et de concurrence entre eux en vue de l'accès aux meilleures classes et aux meilleures chances de promotion³.

Cette angoisse scolaire varie selon l'âge. Elle est **déjà très forte à 6 ans puisque 56,1 % des enfants de cet âge en font l'expérience**. Elle atteint 65 % des enfants à l'âge de 8 et 9 ans et se maintient au-dessus de 60 % entre 10 et 12 ans. Cette angoisse augmente ensuite de façon régulière en fonction de l'âge pour atteindre **78 % environ à 17 et 18 ans** au moment où les élèves préparent leur bac.

On constate que **les filles sont, de façon significative, nettement plus angoissées que les garçons de ne pas réussir assez bien à l'école** (1,54 fois plus de risque) (voir **tableau A7** en annexe). Ce résultat reflète sans doute une attitude générale face à l'école. Les enseignants sont nombreux à faire le constat qu'elles sont souvent plus appliquées et plus respectueuses des consignes que les garçons. Mais cette application est aussi le reflet d'une angoisse qu'elles avouent plus facilement que les garçons.

³ Voir *L'école qui classe. 530 élèves du primaire au bac*, Joanie Cayouette-Remblière, Paris, PUF, « Le lien social », 2016.

Cette angoisse de ne pas réussir assez bien à l'école est plus forte chez les préados et les ados que chez les enfants (1,2 fois plus de risque). L'effet de la situation familiale n'est pas significatif. En revanche, le type de quartier constitue un facteur explicatif puisque les enfants et adolescents vivant en quartier périphérique ont 1,16 fois plus de risque d'être angoissés de ne pas réussir assez bien à l'école par rapport à ceux vivant en centre-ville. Les enfants et adolescents vivant en quartier prioritaire ont également 1,18 fois plus de risques de faire cette expérience. Or, on présente souvent les enfants ou adolescents des quartiers défavorisés comme perturbateurs de l'ordre scolaire et peu sensibles à l'autorité que représentent les enseignants. Ce résultat permet de relativiser cette image. Il conduit à souligner que le cadre scolaire peut constituer une violence symbolique pour ceux qui y sont mal préparés et qui risquent d'y être d'emblée dévalorisés.

Enfin, le risque d'angoisse scolaire est plus élevé dans la région Nord-Est et la région Sud-Est qu'en Île-de-France.

67 %
des répondant-e-s
angoissé-e-s de ne
pas réussir à l'école

Angoisse de ne pas réussir à l'école

**1 enfant
sur 2
dès 6 ans**

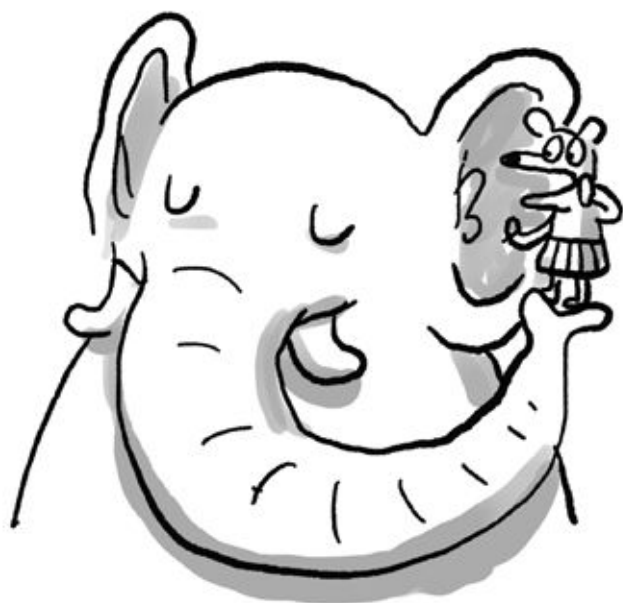
**Les filles
1 fois et demie
plus angoissées
que les garçons**

>> Égalité des chances: Dégringolade tout au long de la scolarité des élèves français

Le rapport 2018 du Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF se penche sur les inégalités scolaires chez les enfants des pays riches. Ce rapport témoigne de l'accroissement des inégalités tout au long du parcours scolaire des élèves en France. En effet, en comparaison avec d'autres pays, la France est très bien classée (2^e sur 41 pays) en ce qui concerne l'égalité d'accès à l'éducation préscolaire, mais l'écart se creuse par la suite : la France chute à la 14^e place sur 29 lorsque l'on s'intéresse à l'égalité des chances en CM1, et à la 35^e place sur 38 chez les élèves de 15 ans. Cette étude va donc dans le sens du corpus de recherche existant sur l'école française qui renforce les inégalités scolaires plutôt que les résorber.

4.2

La possibilité d'être aidé diminue avec l'âge



Face aux difficultés que rencontrent certains élèves dans l'apprentissage des savoirs et dans le processus d'intégration au système scolaire, les établissements mettent en place des structures d'aides spécifiques. Mais celles et ceux qui peuvent en avoir besoin en bénéficient-ils de façon égale et efficace ? Il était présenté aux enfants deux propositions : 1) « À l'école, on peut m'aider si je suis en difficulté pour comprendre ou faire mes devoirs », 2) « À l'école, il y a un adulte que j'apprécie, à qui je peux confier mes ressentis et raconter mes problèmes ».

À la première proposition, 61,5 % ont répondu « oui, vraiment » et 26 % « oui, plutôt », soit au total 87,5 %, ce qui est considéré comme relativement satisfaisant. À la deuxième proposition, 37,6 % ont répondu « oui, vraiment » et 20,3 % « oui, plutôt », soit au total 57,9 %. Quels sont les facteurs d'inégalités entre les jeunes dans l'accès à ces structures d'aide ? ([tableau A8](#) en annexe).

Les filles considèrent nettement plus souvent que les garçons qu'elles peuvent être aidées lorsqu'elles sont en difficulté pour comprendre ou faire leurs devoirs (1,3 fois plus de chances de pouvoir accéder à cette aide spécifique). D'autres études montrent que les filles consacrent plus de temps à leurs devoirs et qu'elles sont plus consciencieuses. Elles recherchent probablement davantage

les appuis dont elles ont besoin dans le cadre scolaire. L'école peut avoir pour elles une fonction plus protectrice que pour les garçons.

Le sentiment de pouvoir accéder à cette aide aux devoirs est beaucoup moins élevé pour les 15/18 ans (0,55 fois moins de chances de penser pouvoir y accéder que les 6/11 ans). Cette différence s'explique probablement par le fait que cette aide a une visée plus générale en primaire, alors que les besoins des adolescents dépendent de la matière dans laquelle ils peuvent éprouver des difficultés. Cette aide relève alors davantage de cours particuliers souvent délivrés en dehors de l'école dans des structures privées, lesquelles se sont d'ailleurs fortement développées au cours des dernières années. Dans la mesure où elles sont payantes, elles renforcent les inégalités entre les élèves.

Les enfants ou adolescents de famille monoparentale ont 0,86 moins de chances de pouvoir accéder à cette structure d'aide que ceux vivant avec leurs deux parents. Les enfants ou adolescents des quartiers périphériques ont 1,13 fois plus de chances d'y accéder par rapport à ceux vivant en centre-ville. En revanche, le résultat n'est pas significatif pour ceux qui vivent en quartier prioritaire. L'objectif de rattrapage ou de compensation de ces dispositifs d'aide aux devoirs ne semble donc pas atteint dans ce type de quartier, alors même que les jeunes connaissent davantage de difficultés scolaires.

On peut douter également de cet effet de rattrapage pour les élèves moins favorisés. Les enfants ou adolescents dont l'un des parents est au chômage ont 0,86 fois moins de chances de pouvoir accéder à l'aide aux devoirs par rapport à ceux dont les deux parents ne sont pas au chômage. Enfin, mise à part la région Sud-Ouest, les autres régions semblent pouvoir offrir plus de chances d'accéder à l'aide aux devoirs que la région Île-de-France. Au-delà des facteurs démographiques et sociaux, il existe donc aussi un effet régional.

Observe-t-on les mêmes tendances en ce qui concerne le deuxième type d'aide relevant de l'écoute et du soutien psychologique que l'on peut trouver auprès d'un adulte dans l'école en cas de problèmes ? Les filles semblent trouver un peu plus que les garçons ce type de soutien. Les préados ont 0,52 fois moins de chance de pouvoir bénéficier de ce type d'aide (et les ados 0,36) que les enfants. Il est plus difficile à l'âge de l'adolescence de confier à un adulte de l'école un problème qui pourrait être perçu comme un signe de faiblesse. Le besoin de protection et de reconnaissance par le groupe des pairs passe aussi dans certains cas par une défiance à l'égard de ce type d'aide et peut contraindre les jeunes à entretenir une distance avec le monde des adultes.

La situation familiale et le lieu d'habitation n'ont ici aucun effet. **Les enfants et adolescents susceptibles d'avoir des difficultés du fait du cumul d'inégalités dont ils font l'expérience dans la vie quotidienne ne trouvent donc pas, dans le cadre scolaire, un soutien plus important que les autres.** Une exception toutefois, les enfants ou adolescents dont les deux parents sont au chômage ont 1,2 fois plus de chances d'obtenir ce type de soutien que ceux dont les deux parents ne sont pas au chômage.

Enfin, on retrouve la même tendance pour les régions. Ce sont toujours les enfants ou adolescents des régions du Nord-Est, du Nord-Ouest et du Sud-Est qui ont significativement plus de chances de pouvoir bénéficier de ce type d'aide que ceux vivant en région Île-de-France.

4.3

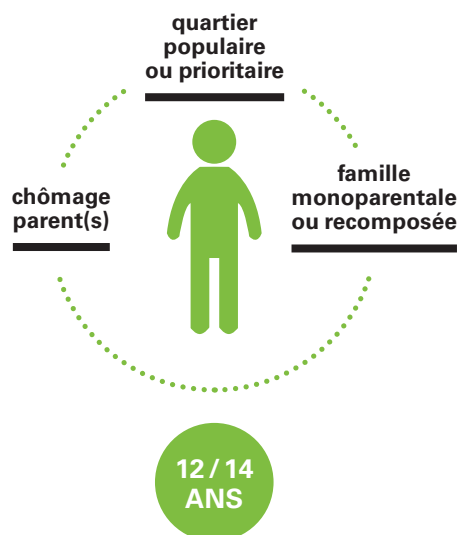
Le sentiment de sécurité à l'école : fragile en Île-de-France



13 %
des préados de 14 ans
ne se sentent pas en sécurité au collège

infographie 5

Se sentir en insécurité dans son établissement scolaire : quels facteurs de risques aggravants ?



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

Les violences à l'école sont une réalité⁴. Il est donc important d'apprécier si les enfants ou adolescents se sentent ou non en sécurité dans leur établissement scolaire. Ils étaient invités à donner leur avis sur la proposition : « Je me sens en sécurité dans mon établissement scolaire ». 56 % d'entre eux ont répondu « oui, vraiment » et 31 % « oui, plutôt », ce qui donne au total 87 %, proportion qui semble assez élevée, mais qui cache, une fois encore, de fortes disparités. (infographie n° 5 et tableau A9 en annexe).

Les filles se sentent plus en sécurité à l'école que les garçons (1,23 fois plus de chances), ce qui consolide le constat qu'elles y sont globalement mieux intégrées.

En revanche, **le sentiment décroît fortement avec l'âge**. Les préados et les ados s'y sentent moins en sécurité que les enfants (les 12/15 ont 0,81 fois moins de chances et les 15/18 ans 0,53 fois moins de chances de s'y sentir en sécurité). Le fait de vivre dans une famille monoparentale ou dans un foyer ou famille d'accueil diminue également de façon significative la probabilité de se sentir en sécurité à l'école, de même que le fait d'avoir des parents au chômage.

⁴ 12,8 incidents par an pour 1000 élèves du secondaire (collèges et lycées) en 2017 – Étude de victimation Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance DEPP – 2017.

Les enfants et adolescents scolarisés dans les régions Nord-Ouest, Nord-Est et Sud-Est se sentent de façon importante et très significative plus en sécurité que ceux scolarisés en Île-de-France.

On retiendra donc que le sentiment de sécurité à l'école n'est pas partagé de façon égale par tous les enfants ou adolescents. Il existe des déterminants démographiques et sociaux importants qu'il convient de prendre en compte.



>> L'éclairage

Ces toilettes où il ne fait pas bon aller

12% des enfants et des préadolescents estiment que l'on ne respecte pas leur intimité aux toilettes. Ce sont près de 15% des garçons et 9% des filles. En effet, à l'école, chez les garçons, les violences se traduisent par des humiliations du quotidien, notamment dans les toilettes. Les toilettes sont un lieu essentiel dans la conception du partage et de la vie en collectivité. Les problématiques sont connues mais il est important de rappeler que c'est le lieu du harcèlement scolaire ; c'est le lieu, au collège en particulier, de relégation des filles ; les infections urinaires sont le premier diagnostic que cherche à poser un médecin quand un enfant a mal au ventre. Des enfants, filles comme garçons, ne vont pas aux toilettes de toute la journée à l'école. « Les garçons, qui y sont autant victimes que les filles, sont aussi les garçons qui disent avoir subi des insultes homophobes, et ceux qui disent qu'on se moque d'eux car « ils se comportent bien en classe ». Environ un élève sur cinq en primaire, tant filles que garçons se plaignent d'avoir été gênés parce qu'on les regardait dans les toilettes. Or cela est fortement corrélé à toutes les formes de violence (...). »

Interview Eric Debarbieux réalisé par François Jarraud à propos de la sortie du rapport : Eric Debarbieux, Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn et Olivia Gaillard, Les violences sexistes à l'école. Une oppression viriliste. Observatoire européen de la violence à l'école. 2018.

5.

Les relations entre filles et garçons : le grand malentendu

La question des inégalités entre filles et garçons est réelle dès l'enfance et prend des formes plurielles. Elle mérite d'être analysée en fonction de la façon dont les filles et les garçons conçoivent les relations entre eux.



5.1

Une prise de conscience des inégalités à l'adolescence



Deux questions nouvelles ont été posées dans cette Consultation nationale 2018 : 1) « En tant que fille, j'ai souvent l'impression d'avoir moins de droits que les garçons » ; 2) « En tant que garçon, j'ai souvent l'impression d'avoir moins de droits que les filles ». **Les filles sont 45 % à considérer qu'elles ont moins de droits que les garçons tandis que les garçons sont 30,7 % à penser qu'ils ont moins de droits que les filles.**

Il faut donc rechercher, séparément pour les garçons et pour les filles, les raisons qui peuvent expliquer cette perception de l'inégalité entre les sexes en termes de droits ([infographie n°6](#) page suivante et [tableau A10](#) en annexe).

Pour les filles, c'est l'âge qui contribue le plus à cette perception.

En effet, les filles de 12 à 14 ans ont 1,43 et celles de 15 à 18 ans 2,14 fois plus de probabilité que les filles de 6 à 11 ans de croire qu'elles ont moins de droits que les garçons. Parmi l'ensemble des variables prises en compte, seul le fait de vivre dans un ménage où l'un des parents est au chômage accentue cette probabilité de façon significative. **C'est donc au moment de la préadolescence que se constitue chez elles ce sentiment d'inégalité de droits entre les garçons et les filles et ce sentiment augmente encore à l'adolescence.** C'est aussi au cours de cette période qu'elles sont nombreuses à faire l'expérience du harcèlement sur internet, dans les transports et les lieux publics et qu'elles prennent conscience de la nécessité de se protéger en restreignant parfois leur liberté de mouvement.

Le facteur de l'âge joue aussi pour les garçons, mais dans le sens contraire à celui des filles. En effet, plus ils grandissent, moins ils pensent que les filles ont plus de droits qu'eux (par rapport aux 6/11 ans, les 12/14 ans ont 0,84 fois et les 15/18 ans 0,61 fois moins de risque de penser que les filles ont plus de droits qu'eux). **L'adolescence est donc l'âge où les garçons se rendent compte qu'ils occupent dans leur espace social une position supérieure à celles des filles, notamment en termes de droits.** Il existe cependant un effet des facteurs sociaux sur ce sentiment. Le sentiment selon lequel les filles ont plus de droits qu'eux est nettement plus répandu lorsque les garçons vivent avec d'autres

membres de la famille que leurs parents (2 fois plus de risque) ou quand ils vivent en famille d'accueil (2,33 fois plus de risque) par rapport à ceux qui vivent avec leurs deux parents. Les garçons qui vivent en quartier prioritaire ont 1,42 fois plus de risque par rapport à ceux qui vivent en centre-ville de penser que les filles ont plus de droits qu'eux. Et ceux dont les deux parents sont au chômage ont 1,64 fois plus de risque de le penser par

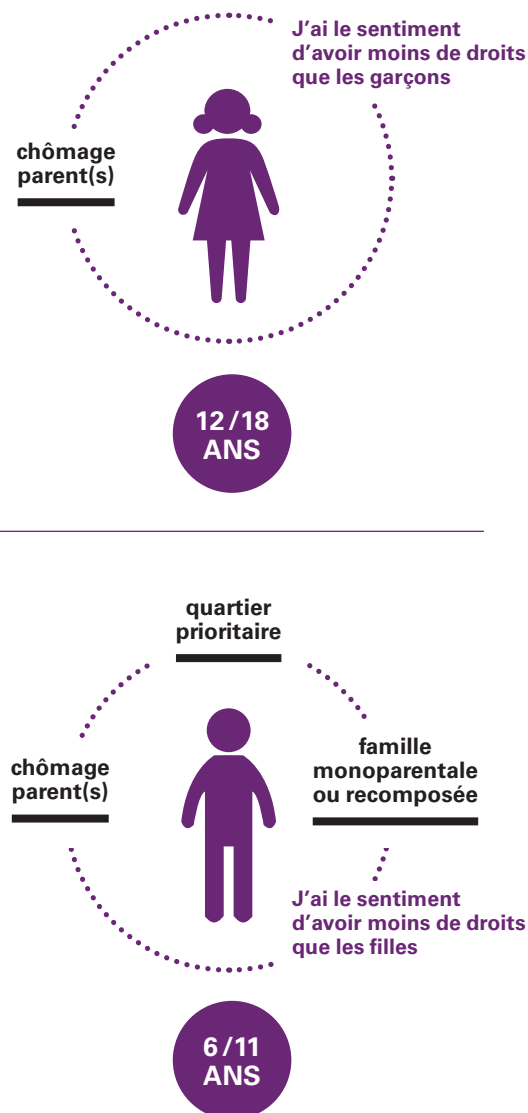
rapport à ceux dont aucun des parents n'est au chômage. Si dans l'ensemble, les garçons en grandissant se rendent compte que les filles n'ont pas plus de droits qu'eux, ceux qui vivent dans des conditions précaires du fait de leur situation familiale, du lieu d'habitation ou de la situation de leurs parents par rapport au chômage ont une probabilité plus forte de penser que l'inégalité entre les sexes en termes de droits joue en leur défaveur. **C'est donc dans les milieux les plus désavantagés que la tension entre les filles et les garçons risque d'être la plus forte.**

Enfin, les garçons vivant dans les régions du Nord-Est et du Sud-Est ont un risque significativement plus faible de penser qu'ils ont des droits inférieurs aux filles par rapport à ceux vivant en Île-de-France.

65 %
des filles
de 17 ans
estiment avoir
moins de droits
que les garçons

infographie 6

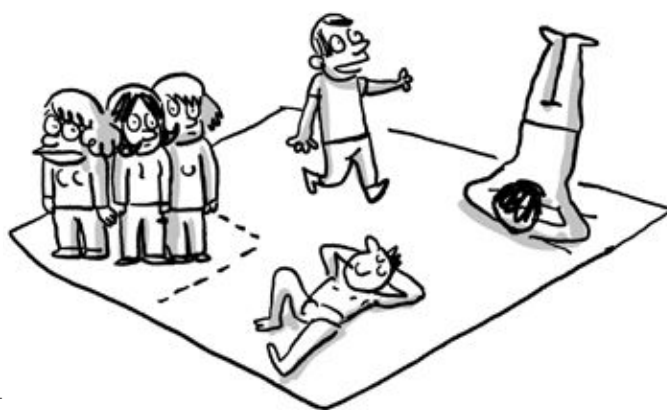
Avoir le sentiment d'avoir moins de droits en tant que fille par rapport aux garçons, en tant que garçon par rapport aux filles : quels facteurs de risque aggravants ?



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

5.2

La cohabitation dans l'espace : un problème pour les filles



Plusieurs questions abordent le problème de la cohabitation dans l'espace entre filles et garçons. Deux d'entre-elles se réfèrent à l'école : 1) A l'école, en tant que fille, je peux participer aux mêmes jeux que les garçons si je le souhaite ; 2) A l'école, en tant que garçon, je peux participer aux mêmes jeux que les filles si je le souhaite.

Parmi les répondantes à la première question, 60,3 % ont répondu « oui, vraiment » et 17,3 % « oui plutôt », soit au total 77,6 %. Parmi les répondants à la deuxième question, 48,7 % ont répondu « oui vraiment » et 20,1 % « oui, plutôt », ce qui fait au total 68,8 %.

Pour chacune de ces questions, quels sont les facteurs de risque selon le sexe ([tableau A11](#) en annexe) ?

Parmi les filles, les 15 / 18 ans pensent moins que les 6 / 11 ans, de façon significative, qu'elles ne peuvent pas participer en tant que filles aux mêmes jeux que les garçons si elles le souhaitent (0,72 fois moins de risque). Ce qui permet de dire, si l'on s'en tient à l'opinion des filles, que **le problème de la cohabitation dans les jeux concerne surtout la période de la scolarisation en primaire et qu'il s'atténue ensuite au collège et au lycée**. On notera que les filles vivant en quartier périphérique pensent également moins que les filles des centres villes qu'elles ne peuvent pas participer aux mêmes jeux que les garçons.

Parmi les garçons, les 12 / 14 ans pensent de façon significative plus que les 6 / 11 ans qu'ils ne peuvent pas participer aux mêmes jeux que les filles (1,32 fois plus de risque). Donc, si l'on s'en tient à l'avis des garçons, **c'est au collège que la question de la cohabitation entre les filles et garçons dans les jeux est la plus problématique**. On peut donc confirmer que si le problème de la cohabitation est perçu aussi bien par les garçons que par les filles, la période au cours de laquelle ce sentiment leur apparaît n'est pas la même.

Pour les garçons, plusieurs facteurs explicatifs apparaissent. Le lieu de résidence intervient tout d'abord comme un facteur significatif. En effet, dans les **quartiers prioritaires**, les garçons pensent encore plus que ceux du centre-ville qu'ils ne peuvent pas participer aux mêmes jeux que les filles s'ils le souhaitent (1,63 fois plus de risque). La polarisation de l'espace de jeux entre filles et garçons est donc plus grande dans ce type de quartier. Cette dernière peut relever de plusieurs facteurs, mais elle est sans doute renforcée par le climat d'insécurité y régnant et conduisant probablement les filles à apprendre à se protéger davantage, y compris lorsqu'elles sont à l'école.

Soulignons aussi, encore une fois, **la spécificité de la région Île-de-France**. En effet, les garçons des régions Nord-Ouest, Nord-Est et Sud-Est pensent moins que les garçons d'Île-de-France qu'ils ne peuvent pas participer aux mêmes jeux que les filles.

>> L'éclairage

Cour de récré: les garçons au centre, les filles sur les côtés

Le dessin (à voir en annexe p. 62) représente le résultat d'une observation pendant la récréation des positions des filles et des garçons. C'est un relevé objectif, il montre la prédominance des garçons à l'espace central, sur le terrain de foot, des filles sur les côtés et aux toilettes.

Les échanges avec les classes en élémentaires font apparaître que les filles expriment un sentiment d'injustice partagé collectivement par le groupe des filles. Elles disent « on n'a pas le droit de jouer au football », « les garçons nous disent non », etc. On peut faire l'hypothèse que les filles à l'adolescence ont intégré une forme de relégation et consentent en grande majorité à la non mixité au collège.

Pour les garçons, jouer avec les filles interroge leur appartenance au groupe de pairs sous l'angle de ce qu'être un garçon signifie. Plus on grandit à l'école élémentaire plus cette injonction prend de la place, on entend les garçons parler des « petits jeux de filles ». Pouvoir jouer au football, par exemple, est le symbole de l'appartenance au groupe des garçons, jeu qui fait « la popularité » des garçons. Pour eux, c'est à l'adolescence que le sentiment de ne pas pouvoir se mélanger se renforce. C'est l'âge de l'entrée en sexualité et la conformité à la norme « viriliste » tient dans l'imperméabilité au « monde » des filles, il s'agit de ne pas permettre le doute sur « son hétérosexualité ». « Trainer avec les filles », « manger avec les filles », pour un garçon, fragilise sa place dans le groupe des hommes sauf s'il bénéficie d'une réputation de « séducteur ».



5.3

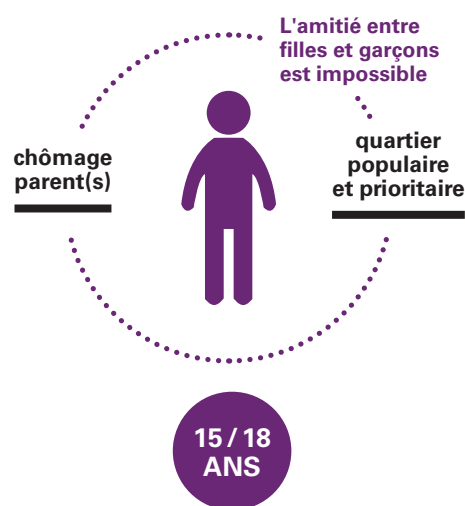
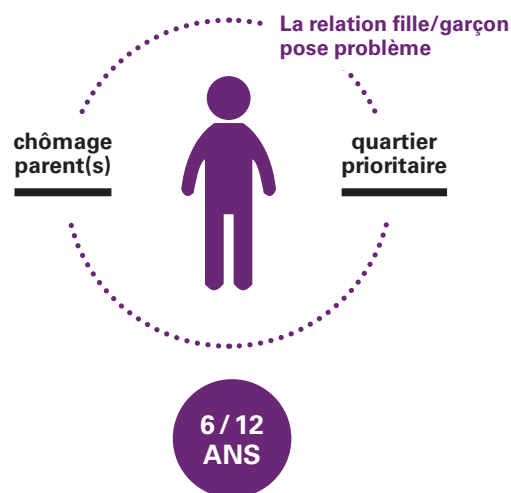
La qualité des relations : un problème pour les garçons



Deux questions permettent de mieux comprendre sur quelles bases se fondent les relations entre les filles et les garçons : 1) La relation entre les filles et les garçons se passe sans problème ; 2) Je pense que l'amitié entre les filles et les garçons est possible ». Pour chacune de ces propositions, des variables ont été construites en partant de la réponse négative : « la relation pose problème » (8,6 % des répondants), « l'amitié n'est pas possible » (4,7 % des répondants). Bien qu'apparemment semblables, ces deux questions méritent d'être traitées séparément ([infographie n°7](#) et [tableau A12](#) en annexe).

infographie 7

Avoir le sentiment que la relation fille / garçon pose problème et que l'amitié entre filles et garçons est impossible : quels facteurs de risque aggravants ?



Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

Les filles pensent moins que les garçons que la relation entre les filles et les garçons pose problème (0.85 fois moins de risque). **Si la relation est jugée difficile, elle est donc davantage le fait des garçons.** Pour comprendre cette différence de perception, il est nécessaire de prendre en compte l'effet de l'âge. En effet, les préados et les ados pensent nettement moins que les enfants que les relations entre garçons et filles posent problème. Il s'agit donc d'une relation qui est **davantage jugée problématique durant l'âge de la scolarisation en élémentaire.** Plusieurs travaux ont montré que la cour de récréation est un enjeu de luttes entre les garçons et les filles. Mais si les garçons jugent problématique la relation entre les filles et les garçons, c'est aussi parce qu'ils sont tenus de marquer leur préférence pour le groupe des garçons auquel il convient d'être attaché en priorité. En primaire, la séparation entre les sexes est plus marquée. A cet âge de l'apprentissage de la virilité pour les garçons, avouer avoir une copine peut être considéré par eux, comme un signe de faiblesse.

La situation familiale n'a ici aucun effet significatif. En revanche, les enfants ou adolescents des quartiers prioritaires pensent davantage que ceux des centres villes que la relation entre filles et garçons pose problème (1,33 fois plus de risque). De même, les enfants ou adolescents dont les parents sont au chômage le pensent davantage que ceux dont les parents ne le sont pas (1,39 fois plus de risque si un parent est au chômage, 1,56 fois plus si les deux parents sont au chômage). Cela renvoie, au moins partiellement, au **constat sociologique de la séparation des sexes plus marquée dans les milieux économiquement plus défavorisés.**

Enfin, de façon significative, les enfants ou les adolescents vivant dans les régions du Nord-Ouest, du Nord-Est et du Sud-Ouest pensent moins que ceux d'Île-de-France que la relation entre filles et garçons est problématique, ce qui confirme à nouveau la **spécificité de Île-de-France** par rapport aux autres régions.

Les tendances sont assez similaires en ce qui concerne l'opinion selon laquelle l'amitié entre filles et garçons n'est pas possible. **Les filles ont 0,65 fois moins de risque que les garçons de penser que l'amitié entre les sexes est impossible.** Il faut noter une inversion selon l'âge par rapport à la proposition précédente. A l'âge des conquêtes amoureuses, les ados pensent en effet plus que les enfants que l'amitié entre filles et garçons est impossible (1,64 fois plus de risque).

Si la situation familiale n'a pas d'effet significatif, les facteurs sociaux ont un effet marqué. L'amitié entre les filles et les garçons apparaît plus souvent impossible dans les quartiers populaires et les quartiers prioritaires que dans les centres villes (respectivement 1,76 et 1,69 fois plus de risque). De même, les enfants ou adolescents dont les parents sont au chômage le pensent également davantage que les autres (1,61 fois plus de risque si un parent est au chômage et 1,96 si les deux parents sont au chômage).

Enfin, les enfants ou adolescents de la région du Nord-Ouest ont 0,55 fois moins de risque de penser que la relation entre filles et garçons est impossible par rapport à ceux d'Île-de-France.

>> L'éclairage

Dans les quartiers populaires, une parole sans filtre

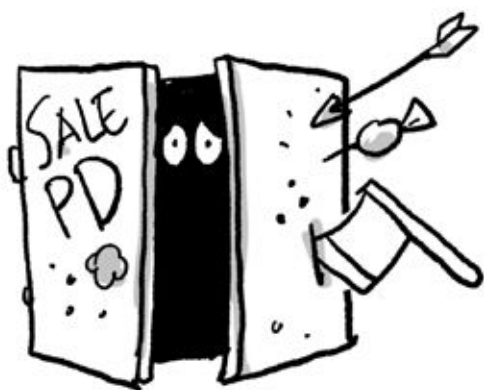
Le fait que l'expression d'une mixité risquée ou « impossible » soit plus forte chez les jeunes issus des quartiers populaires peut s'expliquer par une plus grande « transparence », une parole moins filtrée plus qu'une plus grande intégration de la norme viriliste, qui est très présente aussi dans les relations chez les jeunes garçons aussi issus de milieux plus favorisés. Ceux-ci l'expriment juste moins ouvertement.

11 %
des enfants
de 14 ans
pensent que la
relation fille/garçon
pose problème

5.4

Vigilance sur l'homophobie

///



La question de l'homosexualité a été abordée pour la première fois dans la Consultation nationale de cette année. Cette question s'adressait uniquement aux 13-18 ans. Ils ont été appelés à se prononcer sur la proposition suivante : « Je trouve qu'on peut aimer qui on veut et que l'amour entre filles et garçons est le même qu'entre une fille et un garçon ». Les pré-ados et les ados qui ont répondu non à cette question représentent 4,6 %, ce qui paraît relativement faible. Il est toutefois intéressant d'analyser les facteurs explicatifs de cette homophobie juvénile (**tableau A13** en annexe).

Les filles apparaissent nettement plus ouvertes à l'homosexualité que les garçons (0,59 fois moins de risque de rejeter la proposition « On peut aimer qui on veut et que l'amour entre filles et garçons est le même qu'entre une fille et un garçon »). L'effet de la situation familiale est non significatif, de même que la situation des parents par rapport au chômage. En revanche, **les jeunes de 13 à 18 ans vivant en quartier populaire sont plus homophobes que ceux vivant en centre-ville** (1,81 fois plus de risque). Enfin, les jeunes vivant dans les régions du Nord-Ouest, du Nord-Est et du Sud-Ouest le sont de façon significative moins que ceux vivant en Île-de-France.

13,6 %
des répondants
pensent que
l'amour homosexuel
n'est pas identique
à l'amour
hétérosexuel

>> L'éclairage

Cachez cet homo que je ne saurais voir...

Comme pour l'amitié filles/garçons, la parole des jeunes vivant en quartier prioritaire est moins filtrée : elle reflète plus une réalité vécue et pensée par tous. L'homophobie ou la peur d'être perçu comme homosexuel chez les adolescents est un sentiment très largement partagé qui émerge systématiquement dans les échanges menés en classe avec les élèves et ce quel que soit le milieu social.



ZOOM

Grandir en Guyane : le grand écart

La Guyane, le plus grand département français, dont la population est beaucoup plus jeune qu'en métropole, est le seul territoire d'outremer ayant contribué à la Consultation nationale. Ses résultats, en provenance de l'Ouest guyanais (Saint-Laurent-du-Maroni, Apatou, Mana et Maripasoula), territoire cumulant des fragilités économiques et sociales, laissent apparaître des écarts importants avec les résultats nationaux, plus importants encore qu'on ne pouvait s'y attendre. **Ainsi seuls 48,2% des répondants – soit moins d'un enfant sur deux – estiment que leurs droits sont respectés dans leur quartier et leur ville contre 81,5% au niveau national.** Plus précisément, 76,4% affirment qu'ils sont respectés par les adultes (et 72,3% par les autres enfants et adolescents) quels que soient la couleur de leur peau, leur religion, leur culture ou leur physique (contre respectivement 88,7% et 85,9% au niveau national). De plus, la perception des filles d'avoir moins de droit que les garçons, et celle des garçons d'avoir moins de droits que les filles, est accentuée en Guyane (respectivement 69% et 58,4% contre 45% et 30% au national).

Si dans la vie de tous les jours, l'accès aux loisirs, et à la culture, est aussi différencié, **les disparités sont plus grandes concernant le sentiment de sécurité des enfants et adolescents de l'ouest guyanais.** A la maison, 11,2% des enfants ne se sentent pas en sécurité chez eux (contre 2,9% au national). Dans leur quartier et dans leur ville, les écarts se creusent encore : si 52,7% des enfants se sentent en sécurité dans leur quartier, ils sont 37,3% à indiquer qu'on leur a déjà fait mal du mal dans leur quartier ou leur ville (contre 19,6% au national), 65% à indiquer que des enfants ou adolescents peuvent leur faire du mal (contre 28,2% au niveau national), **68,9% à indiquer qu'il y a de la violence dans leur quartier ou leur ville (contre 29,2% au niveau national)**, et 72,3% à indiquer qu'il y a des armes (des pistolets, des couteaux), dans leur quartier ou leur ville (contre 30,4% en moyenne nationale).

Les disparités se retrouvent en termes de santé. Ainsi, si les adolescents indiquent être sensiblement plus exposés aux stupéfiants que la moyenne nationale (17,2% se sont vus proposer de vendre ou d'aider à vendre de la drogue contre 9,4% au national), seuls 27% disent avoir été sensibilisés aux dangers de la drogue, contre 71% au niveau national. Par ailleurs, **les écarts concernant les violences sexuelles sont alarmants** : parmi les répondants, 22,2% ont indiqué avoir subi un rapport sexuel et 22% des pratiques sexuelles non-consenties (contre 4,4% et 4,8% au national). **Enfin, les enfants et adolescents de l'ouest guyanais expriment plus souvent un mal-être que la moyenne nationale,** qui peut se traduire par un passage à l'acte : 44% des répondants reconnaissent qu'il leur est déjà arrivé de penser au suicide (contre une moyenne nationale de 25,6%) et 21% (contre 9,4%) qu'ils ont tenté de se suicider.

Si l'ensemble de ces résultats et les écarts qu'ils mettent en avant avec les résultats nationaux entrent en résonance avec les écarts déjà connus entre la métropole et ce département d'outremer, ils viennent incarner l'impact négatif des fragilités et inégalités territoriales sur le bien être des enfants et adolescents de Guyane, et la réalité de leurs droits. **Il est aujourd'hui essentiel, en se fondant sur la parole de cette jeunesse, d'orienter la mise en œuvre du plan d'urgence pour la Guyane** et plus largement l'action gouvernementale vers une plus grande effectivité de ses droits.

Grandir en Île-de-France : fragilités de la région capitale

Grandir en Île-de-France constitue un avantage par rapport aux autres régions françaises, celui de pouvoir bénéficier de meilleurs équipements ou infrastructures. Toutes choses égales par ailleurs, les enfants et adolescents qui ont participé à la Consultation nationale des 6/18 ans ont une probabilité plus faible de faire l'expérience de privations préjudiciables à l'accès aux savoirs, mais aussi de privations d'activités en dehors du cadre scolaire ou encore de privations d'endroits pour jouer, faire du sport ou des activités culturelles dans leur quartier (voir [tableau A14](#) en annexe).

En revanche, **les enfants et adolescents vivant en Île-de-France ont un risque significativement plus élevé de faire l'objet d'attaques ou de moqueries blessantes à l'école (1,12) ou de ne pas être respectés en raison de leur tenue vestimentaire (1,16).**

Le sentiment d'inégalité des droits entre filles et garçons ressort également de façon significative en Île-de-France. Mais les garçons vivant en Île-de-France ont un risque plus élevé que les garçons des autres régions de penser qu'ils ont moins de droits que les filles.

Enfin, le rapport à l'école constitue une autre spécificité de la région. Les répondants de l'Île-de-France **se sentent nettement moins angoissés** que les répondants des autres régions **de ne pas réussir assez bien à l'école (0,80)**. Mais ils ont une chance nettement plus faible de pouvoir être aidés s'ils sont en difficulté pour comprendre et faire leurs devoirs (0,76) ou de trouver dans l'école un adulte à qui confier leurs ressentis ou leurs problèmes (0,77). Enfin, ils ont un **risque beaucoup plus faible de se sentir en sécurité à l'école (0,68)**.



La région Ile-de-de-France masque de très grandes disparités territoriales mais au final, il apparaît nettement que grandir en Île-de-France donne potentiellement plus de chances d'accéder aux savoirs, aux activités culturelles et aux équipements de jeux, de loisirs et de culture à proximité de son domicile. Mais à l'école, les attaques, les moqueries et les formes de distinction vestimentaire traduisent des tensions plus fortes entre les élèves, lesquelles peuvent imprégner également les rapports entre les filles et les garçons, notamment au regard de l'égalité des droits. Enfin, toujours à l'école, les conditions d'aide ou de soutien psychologique aux élèves en difficultés apparaissent nettement plus difficiles que dans les autres régions et l'insécurité qui y règne constitue une épreuve plus intense.

SYNTHÈSE

Filles et garçons, un effet de genre dès l'enfance

Depuis 2013, UNICEF France explore, au travers de sa consultation, les inégalités qui peuvent se traduire par des difficultés d'intégration sociale et d'épanouissement pour les enfants et les adolescent·e·s. UNICEF France a voulu étudier plus précisément cette année les inégalités entre filles et garçons. Il·elle·s ont été plus de 26 000 à répondre, notamment sur des questions liées aux représentations des relations entre les filles et les garçons et à la perception des droits tels qu'ils sont vécus selon que l'on est une fille ou un garçon.

Le lieu de vie, un facteur déterminant

Cette 4^e Consultation montre que l'effet du lieu de vie reste déterminant. Les enfants et adolescent·e·s qui vivent dans un quartier populaire ou prioritaire ont un risque plus élevé de connaître des privations multiples que ceux·elles qui vivent en centre-ville, mais aussi de faire l'objet d'attaques et de moqueries blessantes à l'école. Il·elle·s ont aussi un risque plus élevé de faire l'expérience de discrimination ethnique ou religieuse dans leur quartier et d'être angoissé·e·s de ne pas réussir assez bien à l'école. Les résultats mettent par ailleurs en évidence l'effet stigmatisant d'avoir un ou deux parents au chômage sur de nombreux aspects de leur vie quotidienne. Enfin, et c'est un élément nouveau, les réponses font apparaître la spécificité de la région Île-de-France par rapport aux autres régions avec une situation plus difficile pour les enfants de cette région. C'est donc bien la lutte contre la précarité dans ces quartiers et des actions coordonnées qui peuvent d'abord et avant tout avoir un effet sur les inégalités vécues par les enfants en France.

Un effet de genre repérable dès l'enfance

Les filles sont globalement plus affectées que les garçons par l'effet des facteurs sociaux. Quand elles vivent dans un quartier populaire ou prioritaire ou quand leurs parents sont au chômage, elles sont ainsi plus affectées que les garçons en termes de privations. Mis à part les privations matérielles où il n'existe pas de différence significative, un écart en défaveur des filles est constaté pour toutes les autres privations : celles préjudiciables à l'accès aux savoirs, à l'accès à la santé, les privations de sociabilité amicale et de loisirs. Ce sont de petites différences, mais le fait qu'elles soient systématiquement plus en défaveur des filles traduit un effet de genre dans la constitution des inégalités que l'on peut donc repérer dès l'enfance.

Une forme de discrimination sans issue pour les filles : la tenue vestimentaire

Les filles ne sont pas plus touchées que les garçons par la discrimination ethnique et religieuse, mais beaucoup plus qu'eux quand il s'agit de discrimination liée à la tenue vestimentaire. Pour les filles, il ne semble pas y avoir de bonne réponse à l'oscillation permanente entre « trop » et « pas assez » féminine.

Les filles harcelées dans le monde réel comme dans le monde virtuel

Les filles déclarent une fois et demie à deux fois plus être harcelées que les garçons que ce soit sur internet, dans les transports en commun ou dans l'espace public. Dans les quartiers prioritaires, les garçons sont plus présents à l'extérieur où ils déclarent pouvoir plus facilement que les filles rencontrer leurs ami·e·s. Les filles restent davantage confinées dans l'espace domestique ou dans les lieux où elles se sentent en sécurité. L'expérience de la ville est donc difficile et les filles s'en extraient pour se protéger, laissant l'espace public aux garçons.

L'école, une forme de protection pour les filles

Globalement 32 % des répondant·e·s déclarent subir des attaques et moqueries blessantes à l'école, et 1 enfant sur 2 à 7/8 ans s'en plaint. Les moqueries qui touchent plus les garçons que les filles, qui se déclarent mieux intégrées au système scolaire que les premiers. Mais elles sont aussi plus angoissées de ne pas réussir à l'école. Elles considèrent également plus souvent qu'elles peuvent être aidées lorsqu'elles sont en difficulté pour faire leurs devoirs. Elles identifient davantage la fonction protectrice de l'école et profitent davantage des ressources que le milieu scolaire peut leur apporter.

Perception de droits inégaux : une prise de conscience à la préadolescence

Les filles sont 45 % à considérer qu'elles ont moins de droits que les garçons tandis que les garçons sont 30 % à penser qu'ils ont moins de droits que les filles. C'est au moment de la préadolescence que se constitue ce sentiment d'inégalité de droits entre les garçons et les filles, sentiment qui augmente à l'adolescence. A cet âge, les filles sont nombreuses à faire l'expérience du harcèlement et prennent conscience qu'elles doivent se protéger en restreignant même leur liberté de mouvement.

Cohabitation difficile, amitié impossible ? La séparation des sexes au plus jeune âge

La cour de récréation reste un espace difficile à partager où les jeux des garçons sont le plus souvent prioritaires. Les analyses spatiales le montrent : ils sont au centre, elles sont sur le côté.

Si le problème de la cohabitation dans les jeux à l'école est perçu aussi bien par les garçons que par les filles, la période au cours de laquelle ce sentiment apparaît n'est pas la même. Pour les filles, le problème concerne surtout la période de la scolarisation en primaire. Selon les garçons, c'est au collège que la question se pose vraiment.

Globalement, l'amitié avec le sexe opposé ne paraît pas aller de soi : les filles ne sont que 69,4 % à affirmer qu'elles ont au moins un ami garçon et les garçons ne sont que 65,4 % à affirmer qu'ils ont au moins une amie fille. De surcroît, près d'un quart des répondant·e·s (23,5 %) n'indiquent pas clairement (en répondant « Oui, vraiment ») que l'amitié entre les filles et les garçons est possible.

Mais l'idée que la relation filles-garçons pose problème (ou que l'amitié entre les sexes n'est pas possible) est nettement plus répandue chez les garçons que chez les filles. Autrement dit, les garçons sont plus sensibles à l'idée d'une séparation entre les sexes. Le fait de vivre dans un quartier populaire ou prioritaire a aussi un effet spécifique : dans ces quartiers, les enfants ou les adolescent·e·s considèrent davantage que les relations entre les filles et les garçons posent problème et que l'amitié entre les filles et les garçons n'est pas possible. Dans les quartiers prioritaires les garçons font également plus souvent le constat qu'ils ne peuvent pas participer aux mêmes jeux que les filles.

Vigilance sur le sentiment d'homophobie

Les adolescent·e·s sont 45 % à ne pas indiquer clairement (en répondant « Oui, vraiment ») que « l'on peut aimer qui on veut et que l'amour entre filles et l'amour entre garçons est le même amour qu'entre une fille et un garçon ».

Toutes choses égales par ailleurs, les garçons semblent plus homophobes que les filles. Les jeunes vivant en quartier populaire ont également, de façon significative, un risque plus élevé que ceux·elles des centres villes de déclarer éprouver ce sentiment. Une parole moins policée sans doute ?

RECOMMANDATIONS

Encore un effort pour construire l'égalité dès l'enfance

Les filles, qui prennent conscience à la préadolescence qu'elles n'ont pas les mêmes droits que les garçons, sont plus favorables à une transformation égalitaire des rapports entre les sexes. Mais les réponses à la consultation montrent qu'il subsiste encore de nombreuses résistances à ces transformations. L'État, les collectivités locales, mais aussi les parents et les enseignant·e·s, doivent poursuivre les efforts dans ce domaine. Cela peut se faire à l'école et dans tous les lieux où se déroule la socialisation des enfants et où se construisent les valeurs de l'égalité.

RECO 1 > Accès aux loisirs, faire de la place pour les activités «filles»

Deux jeunes sur trois pratiquant une activité de loisir subventionnée sont des garçons. À partir de l'entrée au collège, l'accès aux équipements de loisirs se restreint pour les filles et elles deviennent rapidement invisibles dans l'espace public.

L'espace particulier des loisirs fixe donc des autorisations et des interdictions (ce que je peux faire, pratiquer et ne pas pratiquer) à l'adolescence. Or, le premier apprentissage de l'espace du dehors chez les jeunes femmes se fait notamment en lien avec l'accès aux loisirs. Il faut renforcer, diversifier et donner de la place aux activités des filles.

RECO 2 > Renforcer l'information sur la sexualité, la santé sexuelle et reproductive et les risques liés aux addictions

Les adolescent·e·s ayant répondu sont près d'un sur vingt à indiquer avoir subi un rapport sexuel et des pratiques sexuelles non-consenties.

Alors que 20,8 % déclarent avoir été en situation d'ivresse, 29,5 % avoir été sollicité·e·s pour consommer de la drogue, l'information sur la prévention des risques ne semble pas encore généralisée : seulement 71 % disent avoir été sensibilisé·e·s aux dangers de la drogue et 76 % à ceux de la cigarette. À peine 64 % déclarent qu'il·elle·s peuvent obtenir de l'aide et des conseils de professionnels de santé à propos du VIH/SIDA et 60 % qu'il·elle·s peuvent facilement se procurer des préservatifs.

L'effort en matière d'information sur les risques liés à la sexualité et aux pratiques addictives doit être poursuivi et renforcé. Il reste encore un tiers des adolescent·e·s qui n'y ont pas accès.

En outre, il s'agit de mettre en place « un plan national de l'éducation à la sexualité » (voir le rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les hommes et les femmes, publié le 13 juin 2016).

RECO 3 > L'enfance connectée : accompagner et alerter

Filles et garçons, l'enfance est désormais connectée : 62,7 % des 6/18 ans déclarent communiquer avec leurs ami-e-s grâce à internet et 58,3 % appartenir à au moins un réseau social. Toutefois, cet usage génère des frustrations et comporte des risques : seul-e-s 15 % se sentent très valorisé-e-s par ces contacts et 9,5 % des répondant-e-s affirment avoir déjà été agressé-e-s ou harcelé-e-s sur les réseaux sociaux, 7 % y subir souvent des attaques ou des moqueries blessantes. Par ailleurs, les chiffres portants sur les images non appropriées sont importants : plus de 38 % des enfants et adolescent-e-s voient des images sur internet ou à la télévision qui les choquent ou leur font peur, 37,3 % regardent des émissions réservées aux adultes et 24,6 % disent avoir déjà vu des vidéos pornographiques.

Sans sous-estimer le potentiel des outils numériques pour le partage de la connaissance, ces résultats sont préoccupants et militent en faveur d'une vigilance des parents, des acteur-ric-e-s des réseaux sociaux et de la société sur les usages potentiellement dangereux pour les enfants et adolescent-e-s des supports de communication numériques.

RECO 4 > Construire un espace public partagé : mixité des publics, mixité des usages

Même si chaque parcours individuel ne peut s'uniformiser, l'expérience vécue du territoire urbain se révèle différente entre le groupe des filles et celui des garçons.

Il existe, et la consultation le montre, une forme de retrait des femmes dans la ville qui commence très tôt, renforcée par la crainte de l'extérieur plus forte chez les filles.

Une majorité d'adolescentes anticipe la violence du dehors, cherchant à éviter les commentaires et évaluations sur leur corps dont elles redoutent les dérapages.

Ces différences n'ouvrent pas toujours sur une réflexion politique et technique qui permettrait l'amélioration de l'usage de l'espace public par les filles. L'aménagement du territoire sous l'angle du genre doit donc intégrer l'autolimitation par les femmes elles-mêmes à user librement de la ville, impact majeur de la mixité. Or, les politiques urbaines prennent très peu en compte la dimension sexuée de l'usage de l'espace public. Les politiques d'aménagement s'articulent autour de « l'habitant » :

la neutralité des discours recouvre souvent une conception de l'espace répondant aux préoccupations de l'usager, homme actif. Elle répond à ses besoins de déplacement domicile/travail et à sa demande de loisirs masculins (stades de foot, bouldrome, skate park, équipements sportifs en accès libre...). Travailler les effets induits de l'aménagement sous l'angle du genre permet d'imaginer des espaces alternatifs. Prescrire un usage (jouer au foot, faire du skate, jouer aux boules) c'est prescrire un public et proscrire tous les autres usages et publics. Pour partager un espace, il faut se trouver ensemble dans un même lieu (et en même temps) afin d'engager une discussion sur l'usage. La mixité est donc le premier élément d'un espace public à partager. Les réponses passent par du mobilier mobile, des matières favorisant diverses pratiques, une réflexion sur l'emprise des bancs, la place de la végétalisation, la place des piéton-ne-s, la place de l'éphémère et de la création citoyenne.

POSTFACE

Les enfants coincés dans les plis et frottements des évolutions sociétales

Dr. Catherine Dolto
Haptothérapeute

Chaque consultation des enfants nous apporte une brassée d'informations passionnantes. Les enfants grandissant aujourd'hui en France ont bien de la chance par rapport à la majorité des enfants vivant actuellement sur notre planète. Beaucoup disposent des biens matériels suffisants pour exprimer un sentiment de bien-être à la maison et ils se sentent respectés dans leurs droits. Sur le plan affectif, c'est autre chose. Cette nouvelle consultation redit leur solitude, leur angoisse de l'échec, l'abandon à eux-mêmes face aux réflexions intenses dont les jeunes humains sont capables et dont ils ont soif, même s'ils ne le savent pas. En tant qu'adultes, nous sommes interpellés, convoqués à réfléchir ensemble sur ce que nous proposons et imposons aux jeunes citoyens auxquels nous confierons l'avenir de la planète et nos destins individuels.

Des contraintes et contorsions intimes dont les grandes personnes n'ont pas idée

Cette fois-ci, l'UNICEF a voulu interroger le sentiment des enfants à propos des différences entre les filles et garçons, le retour est plus complexe que pour les consultations précédentes, comment s'en étonner ? Il apparaît clairement que nous sommes dans un monde changeant : tout bouge, et vite, les avancées technologiques amènent des évolutions dont il est trop tôt pour mesurer l'ampleur et dont on a le sentiment que nous sommes impuissants à les réguler, dans leur utilisation comme dans leurs effets. Le besoin d'être valorisé rend très cruels les attaques sur les réseaux sociaux et le harcèlement. Les représentations du passé ont la vie dure, ce qui crée un contraste porteur de tensions entre une modernité armée d'outils technologiques puissants allant dans un sens tandis que la société tire dans un autre ou résiste au changement en se rigidifiant. Les humains, petits et grands, en sont touchés dans leurs rapports affectifs. L'éducation, celle qui se donne dans les familles, et l'enseignement, tel que l'école le prodigue, ne seront plus jamais les mêmes qu'avant les téléphones portables, les tablettes, Internet et les réseaux sociaux. Les enfants, toujours fascinés par le nouveau, et moins encombrés que les adultes par les limitations morales ou idéologiques sont les premiers à se retrouver coincés dans les plis et les frottements de ces évolutions sociétales. Ils sont prêts à s'intéresser à tout, mais la plupart d'entre eux sont conformistes parce qu'ils

sont pris dans d'autres nécessités que les grands : le besoin absolu d'être accepté dans le groupe de pairs où les hasards de la vie les jettent à chaque rentrée. Cette nécessité de sécurité affective impose à la majorité d'entre eux des contraintes et des contorsions intimes dont les grandes personnes n'ont pas idée. Il suffit d'un enfant violent ou trop puissant dans une classe pour que la vie de ses congénères en soit affectée pendant des mois.

Les garçons qui jouent avec les filles sont suspects

Par ailleurs, les petits admirent les grands, ils apportent donc à l'école primaire les archétypes de leur culture familiale qu'ils n'ont pas encore la maturité de critiquer. D'où ce que montre cette consultation : les regards portés sur les rapports filles/garçons sont très contrastés et déterminés dans le primaire : les garçons ne jouent pas avec les filles, ceux qui le font sont suspects ! Pas d'amitiés filles garçons, etc. À l'adolescence cela devient, d'une certaine manière plus souple. Mais les inégalités filles/garçons restent très importantes, même si elles sont différentes selon les groupes sociaux et les lieux de vie.

Tôt dans la vie, les enfants sentent comme un moyen de sécurisation la nécessité de se couler dans un moule conforme à ce qu'ils croient être la normalité. C'est donc en primaire que les modèles virilistes sont le plus présents et que les représentations de l'autre sexe sont les plus rigides, voir caricaturales. Plus tard, à l'adolescence, l'influence des hormones vient donner à l'état amoureux une autre dimension. Pourtant, chez les tout-petits, le statut d'amoureux ou d'amoureuse est précoce. Dès la maternelle c'est un élément essentiel de la vie affective auquel les parents donnent rarement une juste place : entre trop d'intérêt potentiellement voyeur, et l'indifférence face au chagrin profond du délaissé.

Le flou, carrefour nécessaire à la construction d'un soi cohérent

Cette consultation montre l'évolution de la construction des relations homme/femme telle qu'elle se dessine de l'école primaire au lycée. La grande majorité des humains sont en accord avec la forme humaine sexuée qui leur a été donnée au moment de leur conception. Au cours de la croissance, cet accord entre le sexe biologique et la personne subit des fluctuations. Il y a des moments de flou, dans la petite enfance, à l'adolescence, ils font partie de l'évolution normale des choses, ils sont comme des carrefours nécessaires à la construction d'une cohérence qui n'est pas donnée d'emblée mais se construit en interaction avec le milieu extérieur. Les archétypes fonctionnent très tôt, relayés par les structures familiales, elles-mêmes intégrées dans des systèmes de valeurs culturelles et religieuses déterminants.

Depuis la nuit des temps, la question de la différence entre les hommes et les femmes, l'inégalité de leurs droits, empoisonne la vie des humains. Cette consultation montre comment les moyens d'entrer en relation les plus modernes se heurtent tout de même frontalement à des archétypes venus du néolithique. Ceci devrait nous amener à utiliser activement les temps d'enfance partagés hors du cocon familial pour élever le débat et amener les jeunes à une réflexion historique étayée sur ces questions essentielles de l'égalité femme/homme.

ANNEXES

Qui a participé à la Consultation nationale des 6/18 ans?

Qui?

26 458

enfants et adolescents

53,6 %
de filles



46,4 %
de garçons

ÂGES	GARÇONS	FILLES
De 6 à 11 ans	46,5%	53,5%
De 12 à 14 ans	47,8%	52,2%
15 ans et plus	43,0%	57,0%



15 998 ont précisé
leur quartier d'habitation

1 640

habitent en quartier prioritaire
soient
10,3 %
de l'effectif

Quoi?

165 questions

J'ai des droits — 33 questions

Ma vie de tous les jours — 70 questions

Mon éducation, mes loisirs — 29 questions

Ma santé — 37 questions

Où?

132
villes et
intercommunalités

21
comités territoriaux
ou délégations
d'UNICEF France

Comment?



Plus de

5 000

questionnaires en ligne sur
www.jeparledemesdroits.fr



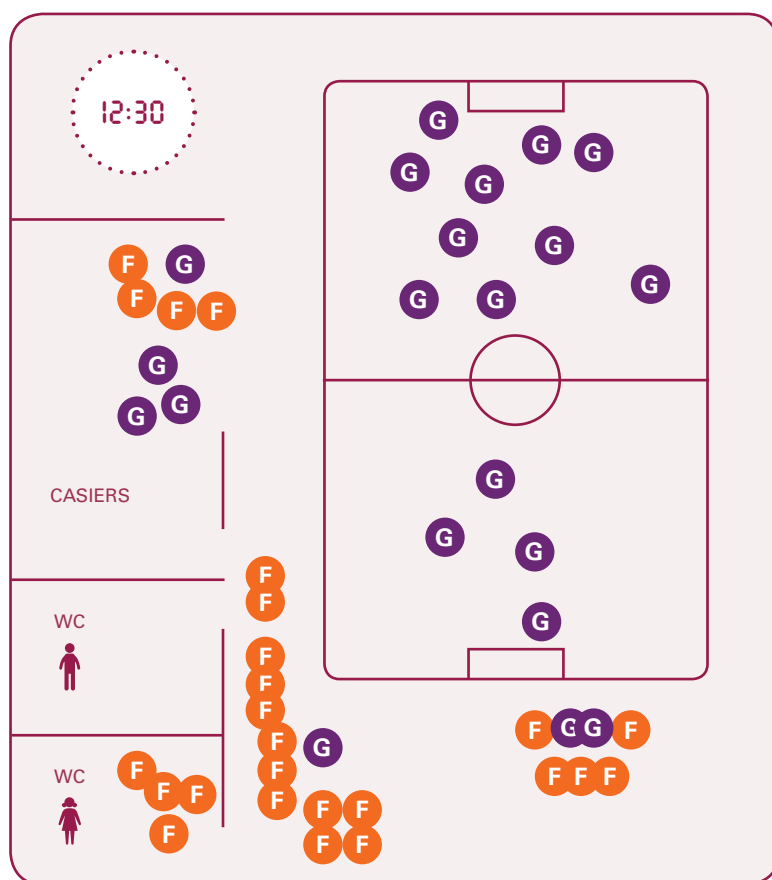
Plus de

21 000

questionnaires
en ateliers

Schéma représentatif de l'occupation d'une cour d'école élémentaire par les filles et les garçons

Source : Observation et étude Edith Maruéjols



F Fille
G Garçon

Les résultats chiffrés de la Consulation nationale

Source : UNICEF France / Consultation 6/18 ans 2018

J'ai des droits

		Oui	Non	NSP
1	J'ai entendu parler des droits de l'enfant (à la télévision, à la radio, à l'école, au centre de loisirs)	75,9%	18,7%	5,4%
2	Je sais que j'ai des droits	94,5%	2,9%	2,6%
3	J'apprends à respecter l'autre, camarade ou adulte	97,0%	1,5%	1,6%
4	On respecte mes droits dans mon quartier, ma ville	81,5%	8,1%	10,4%
5	Je sais que les enfants et les adolescents sont particulièrement protégés par la loi jusqu'à leurs 18 ans	81,3%	9,7%	9,0%
6	On respecte mes droits dans mon pays	84,3%	5,9%	9,9%
7	Je sais que j'ai droit à une famille, d'être entouré(e) et protégé(e)	96,9%	1,2%	1,9%
8	Je sais qu'un enfant doit aller à l'école et ne doit pas travailler comme un adulte	94,2%	3,0%	2,8%
9	Dans mon quartier, les adultes me respectent quels que soient ma couleur de peau, ma religion, ma culture ou mon physique	88,7%	5,2%	6,1%
10	Dans mon quartier, les autres enfants et adolescents me respectent quels que soient ma couleur de peau, ma religion, ma culture ou mon physique	85,9%	6,8%	7,2%
11	Je participe à des événements (fêtes, festivals, concerts, expositions) pour découvrir d'autres cultures, d'autres pays et d'autres religions	71,8%	22,2%	6,0%
12	À l'école, les autres enfants et adolescents me respectent quels que soient ma couleur, ma religion, ma culture ou mon physique	87,2%	8,1%	4,7%
13	À l'école, les adultes me respectent quels que soient ma couleur, ma religion, ma culture ou mon physique	93,3%	3,4%	3,4%
14	À l'école, les autres enfants et adolescents traitent les filles et les garçons de la même façon	71,1%	20,6%	8,3%
15	À l'école, les adultes traitent les filles et les garçons de la même façon	79,4%	13,8%	6,8%
16	En tant que fille, j'ai souvent l'impression d'avoir moins de droits que les garçons	45,0%	46,5%	8,5%
17	En tant que garçon, j'ai souvent l'impression d'avoir moins de droits que les filles	30,7%	60,2%	9,1%
18	À l'école, je traite les filles et les garçons de la même façon	83,8%	11,5%	4,7%
19	À l'école, les garçons et les filles peuvent jouer et faire du sport de la même façon	91,3%	6,1%	2,6%
20	À l'école, en tant que fille, je peux participer aux mêmes jeux que les garçons si je le souhaite	90,1%	6,9%	3,0%
21	À l'école, en tant que garçon, je peux participer aux mêmes jeux que les filles si je le souhaite	83,4%	11,0%	5,5%
22	À l'école, les autres enfants et adolescents me respectent quelle que soit ma tenue vestimentaire	83,9%	11,4%	4,7%
23	À l'école, les adultes me respectent quelle que soit ma tenue vestimentaire	90,9%	5,6%	3,5%

		Oui	Non	NSP
24	À l'école, je subis souvent des attaques ou des moqueries blessantes de la part d'autres enfants ou adolescents	32,3%	61,1%	6,6%
25	Je sais à quoi sert un Conseil municipal	56,1%	31,6%	12,4%
26	Dans mon quartier, dans ma ville, les élus du Conseil municipal pensent aux enfants et aux adolescents quand ils décident et créent des projets	53,4%	12,6%	33,9%
27	Je peux dire ce que je pense aux élus du Conseil municipal sur mon quartier, ma ville	45,8%	20,3%	33,9%
28	Le Conseil municipal tient compte de mon avis et de celui des autres enfants et adolescents	47,7%	14,6%	37,6%
29	Il existe un Conseil municipal pour enfants ou jeunes auquel je peux participer	48,2%	14,9%	36,8%
30	Je suis associé(e) aux projets liés à l'enfance et à la jeunesse dans ma ville	35,1%	43,1%	21,8%
31	Je peux participer à des activités pour que la vie de mon quartier, ma ville soit meilleure	65,8%	16,0%	18,2%
32	Je peux donner mon avis sur le fonctionnement de mon centre de loisirs ou de mon accueil jeunesse	55,1%	16,2%	28,7%
33	Je peux donner mon avis sur les décisions prises pour le fonctionnement de mon école	57,1%	22,9%	20,1%

Ma vie de tous les jours

		Oui	Non	NSP
34	À la maison, j'ai des livres adaptés à mon âge pour le plaisir de lire ou pour apprendre	89,3%	8,6%	2,1%
35	À la maison, j'ai des magazines adaptés à mon âge et à mes envies	71,8%	22,8%	5,3%
36	Il y a un endroit chez moi pour faire mes devoirs dans le calme	88,1%	10,3%	1,6%
37	J'ai une chambre pour moi tout(e) seul	78,1%	20,9%	1,1%
38	À la maison, il y a assez de place pour toute la famille	93,2%	5,1%	1,7%
39	Il fait assez chaud chez moi en hiver	90,4%	6,8%	2,9%
40	J'ai des vêtements neufs et pas seulement ceux que l'on me prête	94,1%	2,8%	3,1%
41	J'ai deux paires de chaussures qui me vont	95,0%	3,8%	1,2%
42	J'ai un téléphone portable	65,8%	32,6%	1,6%
43	Je communique par messagerie instantanée avec mes amis	62,7%	33,6%	3,7%
44	Si oui, à quelle fréquence :			
	Toute la journée	17,1%		
	De nombreuses fois par jours	31,4%		
	Quelques fois par jour	35,5%		
	Rarement	16,0%		
45	J'appartiens à un ou plusieurs réseau(x) social(aux) (Facebook, Twitter, Instagram, Snapchat...)	58,3%	36,2%	5,5%

		Oui	Non	NSP
46	Si oui, quel est le nombre approximatif de mes contacts ?			
	Moins de 100			51,6%
	Entre 100 et 250			27,8%
	Entre 250 et 500			12,1%
	Plus de 500			8,5%
47	Si oui, je me sens valorisé(e) par ces contacts			
	Oui beaucoup			40,8%
	Oui, mais de façon insuffisante			15,9%
	Non, pas vraiment			28,9%
	Non, pas du tout			14,4%
48	J'ai été informé(e) et sensibilisé(e) aux dangers et risques d'Internet	79,9%	14,7%	5,4%
49	Sur Internet, je subis souvent des attaques et des moqueries blessantes	7,0%	85,9%	7,1%
50	Sur Internet, j'ai déjà été victime de harcèlement ou de demandes insistantes	9,5%	83,5%	7,1%
51	Un adulte est à côté de moi lorsque j'utilise Internet	28,9%	64,2%	6,9%
52	Parfois, je vois des images sur Internet ou à la télévision qui me choquent ou me font peur	38,1%	56,5%	5,4%
53	Parfois, je vois des vidéos qui ne sont pas adaptées à mon âge	33,7%	60,5%	5,9%
54	J'ai déjà vu des vidéos ou images pornographiques	24,6%	64,0%	11,4%
55	Je regarde des émissions de télévision réservées aux adultes ou non adaptées à mon âge	37,3%	56,0%	6,6%
56	J'ai le droit à une vie privée ou à des secrets	91,2%	4,9%	3,9%
57	J'ai beaucoup d'amis sur qui je peux compter	89,7%	8,1%	2,2%
58	Je me sens valorisé(e) par mes amis (je compte beaucoup pour eux et ils me le disent)	80,7%	11,0%	8,3%
59	Je pense que l'amitié entre filles et garçons est possible	92,2%	4,7%	3,0%
60	En tant que fille, j'ai un ou des amis garçon(s)	89,4%	8,1%	2,4%
61	En tant que garçon, j'ai une ou des amies fille(s)	86,4%	10,8%	2,8%
62	Il est possible de discuter et jouer entre filles et garçons	94,3%	3,6%	2,1%
63	La relation entre les filles et les garçons se passe sans problème	84,9%	8,6%	6,5%
64	Je me sens seul(e) parfois	46,9%	48,7%	4,3%
65	En cas de difficultés, je sais que je peux compter sur mon père	85,1%	9,9%	5,1%
66	En cas de difficultés, je sais que je peux compter sur ma mère	94,1%	3,4%	2,5%
67	Je me sens valorisé(e) par mon père (je compte beaucoup pour lui et il me le dit)	82,9%	10,1%	7,0%
68	Je me sens valorisé(e) par ma mère (je compte beaucoup pour elle et elle me le dit)	90,9%	4,4%	4,7%
69	Il est facile de parler avec ma mère	90,8%	6,9%	2,4%
70	Il est facile de parler avec mon père	81,3%	14,2%	4,5%
71	Les relations avec ma mère sont parfois tendues	42,2%	51,1%	6,7%
72	Les relations avec mon père sont parfois tendues	40,7%	50,5%	8,8%

		Oui	Non	NSP
73	En cas de danger ou de mal-être, il y a au moins un adulte dans ma famille, en dehors de mes parents, avec lequel je pourrais parler librement	80,2%	12,7%	7,1%
74	Je me sens en sécurité chez moi	95,4%	2,9%	1,7%
75	Dans mon quartier, ma ville, je peux facilement retrouver des amis pour jouer ou discuter	79,1%	17,4%	3,5%
76	Je suis attaché(e) à mon quartier	75,7%	19,3%	5,0%
77	J'ai de la famille qui habite aussi dans mon quartier	33,0%	63,8%	3,2%
78	Dans mon quartier, je m'entends bien avec mes voisins	82,4%	9,7%	7,8%
79	Je suis comme les habitants de mon quartier	68,1%	19,0%	12,9%
80	Dans mon quartier, il y a des endroits pour jouer, faire du sport et des activités culturelles	69,7%	24,6%	5,7%
81	Dans ma ville, il y a des endroits pour jouer, faire du sport et des activités culturelles	86,9%	8,7%	4,4%
82	En tant que fille / garçon, dans mon quartier, je peux trouver toutes les animations et équipements dont j'ai envie	55,6%	32,5%	12,0%
83	En tant que fille / garçon, dans ma ville, je peux trouver toutes les animations et équipements dont j'ai envie	68,2%	20,6%	11,2%
84	En tant que fille / garçon, je peux choisir les activités (sports, loisirs) que je veux faire dans mon quartier	70,2%	19,6%	10,2%
85	En tant que fille / garçon, je peux choisir les activités (sports, loisirs) que je veux faire dans ma ville	81,3%	10,4%	8,3%
86	Mon quartier a bonne réputation	70,0%	11,2%	18,8%
87	Je trouve tout ce dont j'ai besoin dans mon quartier (commerces, services...)	62,6%	30,5%	6,8%
88	Si non, je peux facilement avoir accès aux transports en commun pour me déplacer	66,2%	29,2%	4,6%
89	Dans mon quartier, ma ville, je me sens en sécurité	85,7%	9,8%	4,5%
90	Quelqu'un m'a déjà fait du mal dans mon quartier, ma ville	19,6%	75,5%	4,9%
91	Il y a de la violence dans mon quartier, ma ville	29,2%	59,8%	11,0%
92	En cas de danger, je sais vers qui aller pour trouver de l'aide dans mon quartier, ma ville	79,7%	12,7%	7,6%
93	Dans mon quartier, ma ville, quelqu'un viendrait à mon secours en cas de danger	75,3%	8,3%	16,4%
94	En cas de danger, il y a des adultes en dehors de ma famille avec lesquels je pourrais parler librement	72,9%	17,2%	10,0%
95	Dans mon quartier, ma ville, je me sens en insécurité en raison de la circulation	34,8%	55,9%	9,3%
96	Dans mon quartier, ma ville, des enfants ou des adolescents peuvent me faire du mal	28,2%	58,5%	13,3%
97	Dans mon quartier, ma ville, il y a des adultes qui s'occupent des enfants et des adolescents (éducateurs, animateurs, médiateurs)	59,4%	23,3%	17,4%
98	Il y a des armes (des pistolets, des couteaux) dans mon quartier, ma ville	30,4%	50,4%	19,3%
99	Je peux parler librement de religion avec les habitants de mon quartier, de ma ville	64,0%	16,5%	19,5%
100	Je trouve que l'image des filles/femmes que les médias (télévision, Youtube, publicité...) transmettent est valorisante	39,2%	39,5%	21,3%

		Oui	Non	NSP
101	Je trouve que l'image des filles/femmes que les médias (télévision, Youtube, publicité...) transmettent correspond à la réalité du quotidien	32,7%	47,6%	19,7%
102	Je trouve que la sexualité présentée dans les vidéos pornographiques montre des relations épanouissantes et consenties pour les filles et pour les garçons.	14,8%	49,7%	35,4%
103	Je trouve qu'on peut aimer qui on veut et que l'amour entre filles ou l'amour entre garçons est le même amour qu'entre une fille et un garçon	75,2%	13,6%	11,2%

Mon éducation, mes loisirs

		Oui	Non	NSP
104	Quand mes parents travaillent, je peux aller à l'accueil périscolaire ou à l'étude	65,8%	20,9%	13,2%
105	Grâce au centre de loisirs ou à l'accueil périscolaire, je pratique régulièrement une activité sportive	60,3%	27,0%	12,6%
106	Grâce au centre de loisirs ou à l'accueil périscolaire, je pratique régulièrement une activité culturelle ou artistique	51,5%	34,4%	14,2%
107	À l'école, on peut m'aider si je suis en difficulté pour comprendre ou faire mes devoirs	87,5%	7,7%	4,7%
108	Mes parents peuvent payer les voyages et sorties que je fais avec ma classe	88,7%	4,8%	6,5%
109	Mes parents participent à la vie de mon école (réunions parents/professeurs, sorties, fêtes...)	75,3%	18,4%	6,3%
110	Il m'arrive quelquefois d'être angoissé(e) de ne pas réussir dans la vie	64,5%	27,9%	7,6%
111	Il m'arrive quelquefois d'être angoissé(e) de ne pas réussir assez bien à l'école	66,6%	27,4%	6,0%
112	À l'école, il y a un adulte que j'apprécie, à qui je peux confier mes ressentis et raconter mes problèmes	57,9%	33,4%	8,7%
113	Je me sens en sécurité dans mon établissement scolaire	87,1%	8,2%	4,7%
114	Je participe à des activités avec d'autres enfants en dehors de l'école	78,4%	17,7%	3,9%
115	Je pratique un sport chaque semaine dans un club sportif	66,2%	30,6%	3,2%
116	J'ai eu le droit de choisir de pratiquer le sport dont j'avais envie	85,0%	8,3%	6,7%
117	Je pratique une activité de loisirs chaque semaine dans une association, un conservatoire, une école d'art... (musique, danse, peinture, informatique...)	43,5%	48,7%	7,8%
118	J'ai eu le droit de choisir de pratiquer l'activité dont j'avais envie	80,7%	9,8%	9,5%
119	J'ai la possibilité d'aller à la médiathèque	77,8%	13,3%	8,9%
120	Il y a des aires de jeux près de chez moi	73,9%	21,7%	4,4%
121	Il existe un endroit où l'on me prête des jeux (de société, vidéo...) près de chez moi (une ludothèque)	39,1%	47,4%	13,5%
122	Il y a des espaces verts dans mon quartier, ma ville	82,6%	9,1%	8,3%

		Oui	Non	NSP
123	Je fais des sorties (bibliothèque, exposition, concert, spectacle...) avec mes parents ou avec d'autres adultes	78,3%	16,5%	5,2%
124	J'ai du temps pour jouer, me reposer et m'amuser avec mes amis	94,3%	4,0%	1,7%
125	Parfois, j'invite des amis chez moi pour jouer ou pour manger	85,8%	12,2%	2,0%
126	Je peux organiser une fête pour mon anniversaire	89,1%	7,8%	3,1%
127	À la maison, j'ai au moins un jeu ou jouet adapté à mon âge (jeu de société, jeu vidéo, jouet éducatif...)	94,4%	3,5%	2,1%
128	À la maison, pour jouer dehors, j'ai un vélo, un skate, une trottinette ou des rollers...	91,6%	6,7%	1,7%
129	J'aime jouer à d'autres choses qu'aux jeux vidéo	89,9%	7,5%	2,6%
130	À la maison, il y a une ou plusieurs consoles de jeux vidéo que j'utilise	71,6%	25,5%	2,9%
131	Je sais que certains jeux vidéo ne sont pas adaptés à mon âge	87,5%	8,1%	4,5%
132	Si je joue aux jeux vidéos, j'y consacre chaque semaine :			
	Moins de 3 heures			51,9%
	3 à 7 heures			22,1%
	7 à 10 heures			9,3%
	10 à 14 heures			5,9%
	Plus de 14 heures			10,9%

Ma santé

Enfants, adolescents		Oui	Non	NSP
133	Je mange trois repas par jour	92,4%	6,2%	1,4%
134	Chaque jour, je mange au moins une fois de la viande ou du poisson (ou des protéines)	91,6%	5,8%	2,6%
135	Chaque jour, je mange des fruits et des légumes frais	88,0%	9,7%	2,3%
136	À l'école, il y a des toilettes propres	60,6%	35,6%	3,7%
137	À l'école, on respecte mon intimité aux toilettes	82,7%	11,5%	5,7%
138	Il y a une infirmière dans mon école, mon collège ou mon lycée	56,8%	36,6%	6,6%
139	Les enfants et les adolescents porteurs de handicaps peuvent être accueillis dans mon école	82,2%	6,7%	11,1%
140	Dans mon quartier et ma ville, il existe des aires de jeux où les enfants et adolescents handicapés peuvent aller jouer	49,4%	24,0%	26,5%
141	Dans mon quartier, ma ville, les enfants et adolescents porteurs de handicaps peuvent accéder facilement au théâtre, à la médiathèque, à la piscine...	62,7%	11,2%	26,1%
142	Si je tombe ou si je me blesse, je peux aller en urgence me faire soigner	91,6%	3,7%	4,7%
143	Je vais régulièrement chez le dentiste	79,3%	16,9%	3,8%
144	Dans mon quartier, dans ma ville, mes parents peuvent m'emmener chez un médecin si je suis malade	93,7%	4,1%	2,3%

Enfants, adolescents		Oui	Non	NSP
145	Il m'arrive d'être triste ou cafardeux(s)	73,8%	20,2%	6,0%
146	Il m'arrive de n'avoir plus goût à rien	48,2%	44,3%	7,5%
147	Il m'arrive de perdre confiance en moi	61,4%	33,2%	5,4%
148	Si oui à l'une des trois questions précédentes, j'en ai déjà parlé à un médecin ou un psychologue	33,8%	56,5%	9,7%
149	Si oui, j'ai déjà parlé de mon mal-être à mes parents ou ma famille	59,3%	31,7%	9,0%
150	Il y a un hôpital proche de chez moi	66,2%	26,9%	6,9%
151	Mon quartier est propre	79,7%	14,9%	5,5%
Adolescents uniquement				
152	Il m'est déjà arrivé de penser au suicide	25,6%	69,1%	5,3%
153	J'ai déjà tenté de me suicider	9,4%	86,8%	3,8%
154	On m'a déjà proposé de consommer de la drogue	29,5%	67,9%	2,6%
155	J'ai déjà consommé de la drogue	13,5%	83,7%	2,8%
156	Je fume du cannabis	6,8%	90,4%	2,8%
157	Il m'a déjà été proposé de vendre ou d'aider à vendre de la drogue	9,4%	88,0%	2,6%
158	J'ai été sensibilisé(e) aux dangers de la drogue	71,0%	26,5%	2,5%
159	Dans mon quartier, ma ville, je peux me procurer facilement de l'alcool dans les commerces	38,9%	49,3%	11,8%
160	Je consomme de l'alcool et ai déjà été en situation d'ivresse	20,8%	75,5%	3,6%
161	J'ai été sensibilisé(e) aux dangers de l'alcool	73,4%	24,1%	2,5%
162	Je fume du tabac	12,8%	84,4%	2,8%
163	J'ai été sensibilisé(e) aux dangers de la cigarette	76,1%	21,4%	2,5%
164	Je peux obtenir de l'aide et des conseils de la part de professionnels de santé à propos du VIH/SIDA	63,9%	17,2%	18,9%
165	Je peux sans difficulté me procurer des préservatifs	60,0%	21,3%	18,7%
166	J'ai déjà eu un rapport sexuel alors que je n'en avais pas envie	4,4%	92,2%	3,4%
167	J'ai déjà eu des pratiques sexuelles dont je n'avais pas envie	4,8%	91,6%	3,6%
168	J'ai déjà été insulté(e), suivi(e), touché(e), embrassé(e) de force dans les transports en commun	8,3%	88,6%	3,1%
169	J'ai déjà été insulté(e), suivi(e), touché(e), embrassé(e) de force dans l'espace public	12,0%	84,8%	3,2%

Les facteurs explicatifs

Modèles multivariés

Régressions logistiques

Les tableaux qui suivent présentent les facteurs déclencheurs ou aggravants d'une situation à laquelle l'enfant ou l'adolescent sont confrontés : les attaques et moqueries blessantes à l'école ou sur internet, la discrimination ethnique et religieuse, par la tenue vestimentaire, le harcèlement sexuel, l'anxiété de ne pas réussir à l'école...

Ils déterminent l'effet propre de chacune des variables dans une situation. Par exemple, le fait d'être une fille ou un garçon, l'âge du répondant, le fait d'être en situation de privation ou encore de vivre en centre-ville ou en quartier prioritaire.

Prenons l'exemple du **tableau A2** ci-contre : une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les enfants dont les deux parents sont au chômage ont **1,61** fois plus de risques de subir des attaques ou moqueries blessantes à l'école.

La variable de référence est indiquée par Réf. Exemple garçons vs filles, vit avec ses deux parents vs autres situations, centre-ville vs autres types de quartiers...

Un ratio inférieur à 1 démontre que le facteur n'a aucune influence sur le risque. Dans le tableau ci-contre, les filles ont **0,87** fois moins de risque que les garçons de subir des attaques et moqueries blessantes à l'école.

Plus le ratio est suivi d'étoiles, plus le résultat est significatif. Un ratio suivi de (ns) n'est pas significatif et n'est donc pas à prendre en compte dans l'analyse.

Pour une meilleure compréhension, ces tableaux ont été représentés sous la forme d'infographies à l'intérieur du rapport.

Tableau A1 Matrice de corrélation entre les indicateurs de privation (coefficient de Pearson)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 26.458

	MATÉRIEL	SAVOIRS	SANTÉ	SOCIABILITÉ	ACTIVITÉS
MATÉRIEL	-	0.21 0.000	0.17 0.000	0.16 0.000	0.20 0.000
SAVOIRS		-	0.20 0.000	0.18 0.000	0.23 0.000
SANTÉ			-	0.17 0.000	0.22 0.000
SOCIABILITÉ				-	0.24 0.000
ACTIVITÉS					-

Tableau A2 Attaques et moqueries blessantes à l'école
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	Odds ratios	Sig (*)
SEXE		
Garçons	Réf.	
Filles	0.87	**
ÂGE		
De 6 à 11 ans	Réf.	
De 12 à 14 ans	0.48	***
De 15 à 18 ans	0.39	***
SITUATION FAMILIALE		
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	1.15	**
Je vis dans une famille recomposée	1.23	*
Je vis avec d'autres membres de ma famille	1.46	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	2.33	**
LIEU D'HABITATION		
Centre-ville	Réf.	
Quartier périphérique	1.10	*
Quartier populaire	1.11	ns
Quartier prioritaire	1.16	**
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE		
Pas au chômage	Réf.	
Un parent au chômage	1.26	***
Deux parents au chômage	1.61	***
TYPE DE RÉGION		
Paris/Île-de-France	Réf.	
Nord-Ouest	0.79	**
Nord-Est	0.84	**
Sud-Est	0.81	**
Sud-Ouest	0.94	ns

(*) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif
Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles ont 0,87 fois moins de risque que les garçons de subir des attaques et moqueries blessantes à l'école.

Tableau A3 Discrimination ethnique ou religieuse à l'école et dans le quartier
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	À L'ÉCOLE		DANS LE QUARTIER	
	Odds ratios	Sig (*)	Odds ratios	Sig (*)
SEXE				
Garçons	Réf.		Réf.	
Filles	0.97	ns	0.94	ns
ÂGE				
De 6 à 11 ans	Réf.		Réf.	
De 12 à 14 ans	0.88	ns	0.71	***
De 15 à 18 ans	1.04	ns	1.07	ns
SITUATION FAMILIALE				
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.		Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	1.26	**	1.41	***
Je vis dans une famille recomposée	1.51	**	1.49	**
Je vis avec d'autres membres de ma famille	1.43	ns	1.80	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	2.13	ns	2.25	*
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	0.99	ns	0.99	ns
Quartier populaire	1.29	**	1.51	***
Quartier prioritaire	0.92	ns	1.68	***
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.32	**	1.53	***
Deux parents au chômage	1.52	**	1.69	***
TYPE DE RÉGION				
Paris/Île-de-France	Réf.		Réf.	
Nord-Ouest	0.77	*	0.74	***
Nord-Est	0.93	ns	1.02	ns
Sud-Est	0.91	ns	0.80	*
Sud-Ouest	0.97	ns	0.97	ns

(*) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les enfants ou adolescents vivant dans un quartier prioritaire de la ville ont 1,68 fois plus de risque de subir une forme de discrimination ethnique ou religieuse dans leur quartier que ceux vivant en centre-ville.

Tableau A4 Discrimination par la tenue vestimentaire à l'école
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	Odds ratios	Sig (*)
SEXE		
Garçons	Réf.	
Filles	1.15	**
ÂGE		
De 6 à 11 ans	Réf.	
De 12 à 14 ans	1.92	***
De 15 à 18 ans	2.70	***
SITUATION FAMILIALE		
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	1.12	ns
Je vis dans une famille recomposée	1.32	*
Je vis avec d'autres membres de ma famille	1.66	*
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	1.73	ns
LIEU D'HABITATION		
Centre-ville	Réf.	
Quartier périphérique	0.98	ns
Quartier populaire	1.21	*
Quartier prioritaire	1.10	ns
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE		
Pas au chômage	Réf.	
Un parent au chômage	1.10	ns
Deux parents au chômage	1.04	ns
TYPE DE RÉGION		
Paris/Île-de-France	Réf.	
Nord-Ouest	0.85	*
Nord-Est	0.76	**
Sud-Est	0.79	**
Sud-Ouest	0.96	ns

(*) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles ont de façon significative 1,15 fois plus de risque que les garçons d'être discriminées en raison de leur tenue vestimentaire.

Tableau A5 Moqueries et harcèlement sur internet
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	MOQUERIES		HARCÈLEMENT INTERNET	
	Odds ratios	Sig (*)	Odds ratios	Sig (*)
SEXE				
Garçons	Réf.		Réf.	
Filles	0.81	**	1.56	***
ÂGE				
De 6 à 11 ans	Réf.		Réf.	
De 12 à 14 ans	1.00	ns	1.91	***
De 15 à 18 ans	1.21	*	4.05	***
SITUATION FAMILIALE				
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.		Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	1.20	*	1.13	ns
Je vis dans une famille recomposée	0.95	ns	1.15	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	2.05	*	1.48	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	2.28	*	2.02	ns
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	0.84	*	0.96	ns
Quartier populaire	1.13	ns	1.05	ns
Quartier prioritaire	1.36	*	0.94	ns
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.41	***	1.25	*
Deux parents au chômage	2.02	***	1.81	***
TYPE DE RÉGION				
Paris/Île-de-France	Réf.		Réf.	
Nord-Ouest	0.86	ns	0.86	ns
Nord-Est	0.92	ns	1.05	ns
Sud-Est	0.78	*	0.91	ns
Sud-Ouest	1.06	ns	0.93	ns

(*) Significativité : * P <0.05, ** : P <0.01, *** : P <0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle les filles ont de façon significative 0,81 fois moins de risque que les garçons de subir des moqueries blessantes mais 1,56 fois plus de risque qu'eux d'être harcelées sur internet.

Tableau A6 Harcèlement de rue dans les transports et dans l'espace public
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	Odds ratios	Sig (*)
SEXE		
Garçons	Réf.	
Filles	2.56	***
SITUATION FAMILIALE		
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	1.37	**
Je vis dans une famille recomposée	1.04	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	2.27	*
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	1.42	ns
LIEU D'HABITATION		
Centre-ville	Réf.	
Quartier périphérique	0.76	**
Quartier populaire	0.81	ns
Quartier prioritaire	0.29	***
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE		
Pas au chômage	Réf.	
Un parent au chômage	0.86	ns
Deux parents au chômage	0.80	ns
TYPE DE RÉGION		
Paris/Île-de-France	Réf.	
Nord-Ouest	1.07	ns
Nord-Est	0.80	ns
Sud-Est	0.88	ns
Sud-Ouest	1.37	ns

(*) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles ont de façon significative 2,56 fois plus de risque que les garçons de subir des situations de harcèlement sexuel dans les transports et l'espace public.

Tableau A7 Angoisse de ne pas réussir assez bien à l'école
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	Odds ratios	Sig (*)
SEXE		
Garçons	Réf.	
Filles	1.54	***
ÂGE		
De 6 à 11 ans	Réf.	
De 12 à 14 ans	1.20	***
De 15 à 18 ans	1.20	**
SITUATION FAMILIALE		
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	1.05	ns
Je vis dans une famille recomposée	1.14	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	1.21	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	0.98	ns
LIEU D'HABITATION		
Centre-ville	Réf.	
Quartier périphérique	1.16	***
Quartier populaire	1.07	ns
Quartier prioritaire	1.18	*
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE		
Pas au chômage	Réf.	
Un parent au chômage	1.05	ns
Deux parents au chômage	1.11	ns
TYPE DE RÉGION		
Paris/Île-de-France	Réf.	
Nord-Ouest	1.08	ns
Nord-Est	1.18	**
Sud-Est	1.20	**
Sud-Ouest	1.04	ns

(*) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les enfants ou adolescents vivant en quartier prioritaire ont de façon significative 1,18 fois plus de risque d'être angoissés de ne pas réussir assez bien à l'école que ceux vivant en centre-ville.

Tableau A8 Possibilité d'être aidé en cas de difficulté pour comprendre ou faire ses devoirs et possibilité de confier ses ressentis et raconter ses problèmes à un adulte à l'école (Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	AIDE DEVOIRS		AIDE PSYCHOLOGIQUE	
	Odds ratios	Sig (*)	Odds ratios	Sig (*)
SEXE				
Garçons	Réf.		Réf.	
Filles	1.31	***	1.07	ns
ÂGE				
De 6 à 11 ans	Réf.		Réf.	
De 12 à 14 ans	1.03	ns	0.52	***
De 15 à 18 ans	0.55	***	0.36	***
SITUATION FAMILIALE				
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.		Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	0.86	**	0.94	ns
Je vis dans une famille recomposée	1.02	ns	0.96	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	0.85	ns	1.22	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	1.55	ns	1.46	ns
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	1.13	*	1.04	ns
Quartier populaire	0.91	ns	0.99	ns
Quartier prioritaire	1.08	ns	0.98	ns
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	0.86	*	1.09	ns
Deux parents au chômage	0.98	ns	1.20	*
TYPE DE RÉGION				
Paris/Île-de-France	Réf.		Réf.	
Nord-Ouest	1.21	*	1.19	**
Nord-Est	1.49	***	1.35	***
Sud-Est	1.25	**	1.22	***
Sud-Ouest	0.94	ns	1.11	ns

(*) Significativité: * P < 0.05, ** : P < 0.01, ***: P < 0.001, ns: non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles ont 1,31 fois plus de chance que les garçons de juger qu'elles peuvent être aidées à l'école en cas de difficultés liées aux devoirs tandis que les adolescents ont 0,36 fois moins de chances que les enfants de juger qu'ils peuvent être aidés par un adulte de l'école sur le plan psychologique.

Tableau A9 Sentiment de sécurité dans son établissement scolaire
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	Odds ratios	Sig (*)
SEXE		
Garçons	Réf.	
Filles	1.23	***
ÂGE		
De 6 à 11 ans	Réf.	
De 12 à 14 ans	0.81	***
De 15 à 18 ans	0.53	***
SITUATION FAMILIALE		
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	0.81	***
Je vis dans une famille recomposée	0.83	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	0.73	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	0.48	*
LIEU D'HABITATION		
Centre-ville	Réf.	
Quartier périphérique	1.22	***
Quartier populaire	0.96	ns
Quartier prioritaire	0.91	ns
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE		
Pas au chômage	Réf.	
Un parent au chômage	0.78	***
Deux parents au chômage	0.74	**
TYPE DE RÉGION		
Paris/Île-de-France	Réf.	
Nord-Ouest	1.54	***
Nord-Est	1.62	***
Sud-Est	1.50	***
Sud-Ouest	1.20	ns

(*) Significativité : * P <0.05, ** : P <0.01, *** : P <0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles ont de façon significative 1,23 fois plus de chances que les garçons de se sentir en sécurité dans leur établissement scolaire.

Tableau A10 Sentiment d'avoir moins de droits: 1) en tant que fille par rapport aux garçons ;
2) en tant que garçon par rapport aux filles
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 1) 6552 ; 2) 5900

	1/ENTANT QUE FILLE, J'AI MOINS DE DROITS QUE LES GARÇONS		2/ENTANT QUE GARÇON, J'AI MOINS DE DROITS QUE LES FILLES	
	Odds ratios	Sig (*)	Odds ratios	Sig (*)
ÂGE				
De 6 à 11 ans	Réf.		Réf.	
De 12 à 14 ans	1.43	***	0.84	**
De 15 à 18 ans	2.14	***	0.61	***
SITUATION FAMILIALE				
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.		Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	1.04	ns	1.11	ns
Je vis dans une famille recomposée	1.19	ns	1.11	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	0.91	ns	2.00	*
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	0.56	ns	2.33	*
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	0.91	ns	0.99	ns
Quartier populaire	1.03	ns	1.10	ns
Quartier prioritaire	1.05	ns	1.42	**
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.21	**	1.15	ns
Deux parents au chômage	1.10	ns	1.64	***
TYPE DE RÉGION				
Paris/Île-de-France	Réf.		Réf.	
Nord-Ouest	0.94	ns	0.84	ns
Nord-Est	1.07	ns	0.78	**
Sud-Est	0.96	ns	0.68	***
Sud-Ouest	0.96	ns	0.80	ns

(*) Significativité: * P <0.05, ** : P <0.01, *** : P <0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles adolescentes ont 2,14 fois plus de chances que les filles de 6 à 11 ans de considérer qu'elles ont moins de droits que les garçons tandis que les garçons du même âge ont 0,61 fois moins de chances que les enfants garçons de considérer qu'ils ont moins de droits que les filles.

Tableau A11 Sentiment de ne pas pouvoir participer aux mêmes jeux à l'école :
1) filles par rapport aux garçons, 2) garçons par rapport aux filles
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 -N : 1) 6552 ; 2) 5900

	1/ENTANT QUE FILLE, JE NE PEUX PAS PARTICIPER AUX MÊMES JEUX QUE LES GARÇONS		2/ENTANT QUE GARÇON, JE NE PEUX PAS PARTICIPER AUX MÊMES JEUX QUE LES FILLES	
	Odds ratios	Sig (*)	Odds ratios	Sig (*)
ÂGE				
De 6 à 11 ans	Réf.		Réf.	
De 12 à 14 ans	1.13	ns	1.32	**
De 15 à 18 ans	0.72	*	1.03	ns
SITUATION FAMILIALE				
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.		Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	0.96	ns	1.16	ns
Je vis dans une famille recomposée	1.00	ns	1.33	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	1.30	ns	1.17	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	2.41	ns	1.13	ns
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	0.74	**	1.08	ns
Quartier populaire	1.23	ns	1.27	ns
Quartier prioritaire	0.80	ns	1.63	**
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.07	ns	1.20	ns
Deux parents au chômage	1.04	ns	1.35	ns
TYPE DE RÉGION				
Paris/Île-de-France	Réf.		Réf.	
Nord-Ouest	0.78	ns	0.60	***
Nord-Est	1.15	ns	0.65	**
Sud-Est	1.08	ns	0.72	**
Sud-Ouest	1.47	ns	0.78	ns

(*) Significativité : * P <0.05, ** : P <0.01, *** : P <0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles de quartier périphérique ont de façon significative 0,74 fois moins de chances que celles qui habitent en centre-ville de penser qu'elles ne peuvent pas participer aux mêmes jeux que les garçons tandis que les garçons du Nord-Ouest ont 0,60 fois moins de chances que ceux qui habitent en Île-de-France de considérer qu'ils ne peuvent pas participer aux mêmes jeux que les filles.

Tableau A12 Sentiment que la relation entre filles et garçons pose problème et que l'amitié entre filles et garçons est impossible
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	1/LA RELATION ENTRE FILLES ET GARÇONS POSE PROBLÈME		2/L'AMITIÉ ENTRE LES FILLES ET LES GARÇONS N'EST PAS POSSIBLE	
	Odds ratios	Sig (*)	Odds ratios	Sig (*)
SEXE				
Garçons	Réf.		Réf.	
Filles	0.85	*	0.65	***
ÂGE				
De 6 à 11 ans	Réf.		Réf.	
De 12 à 14 ans	0.53	***	0.85	ns
De 15 à 18 ans	0.55	***	1.64	***
SITUATION FAMILIALE				
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.		Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	1.03	ns	0.85	ns
Je vis dans une famille recomposée	0.92	ns	0.99	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	1.12	ns	1.79	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	0.73	ns	1.52	ns
LIEU D'HABITATION				
Centre-ville	Réf.		Réf.	
Quartier périphérique	0.90	ns	0.81	ns
Quartier populaire	1.19	ns	1.76	***
Quartier prioritaire	1.33	*	1.69	**
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE				
Pas au chômage	Réf.		Réf.	
Un parent au chômage	1.39	***	1.61	***
Deux parents au chômage	1.56	***	1.96	***
TYPE DE RÉGION				
Paris/Île-de-France	Réf.		Réf.	
Nord-Ouest	0.55	***	0.57	***
Nord-Est	0.79	*	0.86	ns
Sud-Est	0.82	ns	0.94	ns
Sud-Ouest	0.70	*	0.74	ns

(*) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les enfants et adolescents dont les deux parents sont au chômage ont, par rapport à ceux dont aucun des parents ne l'est, 1,56 fois plus de chances de penser que la relation entre les filles et les garçons pose problème et 1,96 fois plus de chances que l'amitié entre filles et garçons est impossible.

Tableau A13 Sentiment d'homophobie
(Modèle multivarié, régression logistique)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018 - N : 12452

	Odds ratios	Sig (*)
SEXE		
Garçons	Réf.	
Filles	0.59	***
SITUATION FAMILIALE		
Je vis avec mon père et ma mère	Réf.	
Je vis avec l'un de mes parents seulement	0.93	ns
Je vis dans une famille recomposée	0.96	ns
Je vis avec d'autres membres de ma famille	0.41	ns
Je vis dans un foyer ou une famille d'accueil	0.39	ns
LIEU D'HABITATION		
Centre-ville	Réf.	
Quartier périphérique	1.22	ns
Quartier populaire	1.81	***
Quartier prioritaire	1.02	ns
SITUATION DES PARENTS / CHÔMAGE		
Pas au chômage	Réf.	
Un parent au chômage	1.12	ns
Deux parents au chômage	0.86	ns
TYPE DE RÉGION		
Paris/Île-de-France	Réf.	
Nord-Ouest	0.64	**
Nord-Est	0.70	**
Sud-Est	0.96	ns
Sud-Ouest	0.62	*

(*) Significativité : * P <0.05, ** : P <0.01, *** : P <0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les filles ont 0,59 fois moins de risque que les garçons d'avoir un sentiment d'homophobie.

Tableau A14 Les effets de vivre en Île-de-France par rapport aux autres régions françaises sur le risque de privations, de moqueries, de discrimination, d'inégalités des droits et d'intégration scolaire (*)

Source : UNICEF France, Consultation nationale des 6/18 ans 2018

	Odds ratios	Sig. (**)
TYPE DE PRIVATIONS		
Privation matérielle	0.98	ns
Privation préjudiciable à l'accès aux savoirs	0.88	*
Privation préjudiciable à la santé	1.03	ns
Privation de sociabilité amicale	0.89	ns
Privation d'activités	0.83	**
Privation d'endroits pour jouer, faire du sport et des activités culturelles dans le quartier	0.37	***
MOQUERIES, DISCRIMINATIONS ET HARCÈLEMENT		
Attaques et moqueries à l'école	1.12	*
Discrimination ethnique ou religieuse à l'école	0.96	ns
Discrimination ethnique ou religieuse dans le quartier	0.91	ns
Discrimination par ma tenue vestimentaire à l'école	1.16	*
INÉGALITÉS DES DROITS		
En tant que fille, moins de droits que les garçons	0.95	ns
En tant que garçon, moins de droits que les filles	1.19	*
INTÉGRATION SCOLAIRE		
Angoisse de ne pas réussir assez bien à l'école	0.80	***
Possibilité d'être aidé en cas de difficultés à l'école	0.76	***
Possibilité de trouver un adulte à l'école pour parler de ses problèmes	0.77	***
Sentiment d'être en sécurité à l'école	0.68	***

(*) Le modèle contrôle, outre la région, le sexe, l'âge, la situation familiale, le type de quartier et la situation des parents vis-à-vis du chômage.

(**) Significativité : * P < 0.05, ** : P < 0.01, *** : P < 0.001, ns : non significatif

Lecture : Une fois contrôlées toutes les variables du modèle, les répondants vivant en Île-de-France ont 0,68 moins de chance de se sentir en sécurité à l'école que ceux qui vivent dans les autres régions françaises.



Privation préjudiciable à la santé



Attaques et moqueries blessantes



Quels espaces pour les filles et les garçons dans l'espace public ?



Homophobie



Harcelement sexuel dans les transports en commun et dans la rue



Angoisse de ne pas réussir à l'école



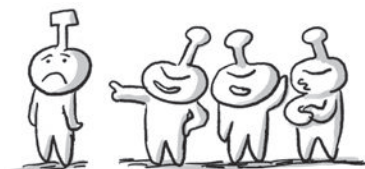
Privation matérielle



Privation préjudiciable à l'accès au savoir



L'intimité à l'école



Discrimination



Harcelement sur internet



Privation d'activité

Écoutons ce que les enfants ont à nous dire